

Healthcare Federalism in an Age of Nation-to-Nation Interaction

Michael Da Silva

Volume 51, numéro 1, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1092796ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1092796ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue de Droit de l'Université de Sherbrooke

ISSN

0317-9656 (imprimé)

2561-7087 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Da Silva, M. (2022). Healthcare Federalism in an Age of Nation-to-Nation Interaction. *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, 51(1), 27–89. <https://doi.org/10.7202/1092796ar>

Résumé de l'article

La responsabilité principale des provinces en matière de soins de santé au Canada a toujours donné des résultats sous-optimaux. Cependant, tout rôle fédéral accru dans le domaine des soins de santé se heurte à des obstacles familiers. Ainsi, les tentatives d'optimiser le système en transférant au moins certaines responsabilités au gouvernement fédéral sont fréquemment minées par un manque de clarté quant aux contours constitutionnellement acceptables et moralement optimaux d'une responsabilité fédérale centrale (sinon principale). La résolution de ce dilemme apparent est cruciale pour une meilleure performance et une plus grande justice en matière de soins de santé à l'échelle canadienne. Pourtant, même un rôle fédéral augmenté qui peut éviter de nombreux obstacles bien connus se heurte à un autre problème, souvent négligé : en bref, la reconnaissance des nations sub-étatiques (par exemple, les nations québécoise et autochtones) au Canada exige de manière plausible la reconnaissance de leurs revendications en vue d'obtenir davantage d'autorité sur les soins de santé. Dans le texte qui suit, l'auteur examine cet autre dilemme potentiel en détaillant les options liées à un plus grand rôle fédéral dans les soins de santé et leurs multiples interactions avec les revendications nationalistes sous-étatiques valides. Il montre finalement qu'aucune option ne permet d'équilibrer idéalement des valeurs concurrentes. Même la meilleure option – une stratégie nationale de soins de santé – soulève une série de questions morales. Toutefois, une telle situation ne doit pas conduire à un dilemme insoluble. L'auteur propose à cet égard une explication des préoccupations morales pertinentes et une analyse des options politiques appropriées qui démontrent au contraire la nécessité de faire des compromis entre les valeurs pour déterminer qui doit prendre les décisions en matière de politique de santé dans un pays. En outre, la présentation d'exemples sur la façon de soupeser les valeurs afin de choisir l'option la moins mauvaise dans cette sphère sera sans aucun doute précieuse aux Canadiens et aux universitaires qui travaillent sur des questions connexes se posant régulièrement dans d'autres pays multinationaux.

Healthcare Federalism in an Age of Nation-to-Nation Interaction

by Michael DA SILVA *

La responsabilité principale des provinces en matière de soins de santé au Canada a toujours donné des résultats sous-optimaux. Cependant, tout rôle fédéral accru dans le domaine des soins de santé se heurte à des obstacles familiers. Ainsi, les tentatives d'optimiser le système en transférant au moins certaines responsabilités au gouvernement fédéral sont fréquemment minées par un manque de clarté quant aux contours constitutionnellement acceptables et moralement optimaux d'une responsabilité fédérale centrale (sinon principale). La résolution de ce dilemme apparent est cruciale pour une meilleure performance et une plus grande justice en matière de soins de santé à l'échelle canadienne. Pourtant, même un rôle fédéral augmenté qui peut éviter de nombreux obstacles bien connus se heurte à un autre problème, souvent négligé : en bref, la reconnaissance des nations sub-étatiques (par exemple, les nations québécoise et autochtones) au Canada exige de manière plausible la reconnaissance de leurs revendications en vue d'obtenir davantage d'autorité sur les soins de santé. Dans le texte qui suit, l'auteur examine cet autre dilemme potentiel en détaillant les options liées à un plus grand rôle fédéral dans les soins de santé et leurs multiples interactions avec les revendications nationalistes sous-étatiques valides. Il montre finalement qu'aucune option ne permet d'équilibrer idéalement des valeurs concurrentes. Même la meilleure option – une stratégie nationale de soins de santé – soulève une série de questions morales. Toutefois, une telle situation ne doit pas conduire à un dilemme insoluble. L'auteur propose à cet égard une explication des préoccupations morales pertinentes et une analyse des options politiques appropriées qui démontrent au contraire la nécessité de faire des compromis entre les valeurs pour déterminer qui doit prendre les décisions en matière de politique de santé dans un pays. En outre, la présentation d'exemples sur la façon de soupeser les valeurs afin de choisir l'option la moins mauvaise dans cette sphère sera sans aucun doute précieuse aux Canadiens et aux universitaires qui travaillent sur des questions connexes se posant régulièrement dans d'autres pays multinationaux.

Primary provincial responsibility over healthcare in Canada has consistently produced sub-optimal results, but any increased federal role in healthcare faces familiar hurdles. Attempts to optimize the system by shifting at least some responsibilities to the federal government are undermined by a lack of clarity on the constitutionally acceptable and morally optimal contours of a central (if not primary) federal responsibility. Resolving this apparent dilemma is crucial if we are to achieve enhanced healthcare performance and healthcare justice in Canada. Yet even an

* Permanent Lecturer (Assistant Professor) at the University of Southampton School of Law.

increased federal role capable of surmounting those hurdles faces another, often-overlooked problem: a case can be made that the recognition of sub-state nations (e.g., the Québécois and Indigenous nations) in Canada would require the admission of their claims to greater authority over healthcare. This study examines this potential additional obstacle by setting out the options for an increased federal role in healthcare and how they interact with legitimate sub-state nationalist claims. It ultimately demonstrates that there is no ideal option for balancing those competing values. Even the best option – a national healthcare strategy – raises a number of moral issues. Yet this need not lead to an impasse. An explanation of the relevant moral concerns and analysis of the relevant policy options instead demonstrates the need to make trade-offs between values in determining who should make healthcare policy decisions in a state. The provision of examples of how one can approach the weighing of values to arrive the least bad option in this sphere should be valuable for Canadians and scholars working in this domain in other multinational states.

La responsabilidad principalmente provincial del servicio de salud en Canadá ha producido sistemáticamente resultados subóptimos, pero cualquier aumento de la injerencia del federal en el sistema de salud se enfrenta a obstáculos conocidos. Los intentos de optimizar el sistema transfiriendo al menos algunas responsabilidades al gobierno federal se ven minados por la falta de claridad sobre los contornos constitucionalmente aceptables y moralmente óptimos de una responsabilidad federal central (si no primordial). Resolver este aparente dilema es crucial si queremos lograr un mejor desempeño y justicia en el servicio de salud en Canadá. Sin embargo, aun cuando el federal tuviera un mayor papel capaz de superar esos obstáculos se enfrentaría a otro problema que a menudo se pasa por alto: podría presentarse el caso de que el reconocimiento de las naciones subestatales (por ejemplo, los quebequenses y las naciones indígenas) en Canadá, requirieran la admisión de sus reclamos ante una mayor autoridad sanitaria. Este estudio examina este posible obstáculo adicional al establecer las opciones para incrementar el papel del federal en el campo de la salud y cómo interactúan con reclamos nacionalistas subestatales legítimos. En última instancia, demuestra que no existe una opción ideal para equilibrar esos valores confrontados. Incluso la mejor opción – una estrategia nacional de salud – plantea un sinnúmero de cuestiones morales. Sin embargo, esto no tiene por qué conducir a un callejón sin salida. Una explicación de las preocupaciones morales relevantes y el análisis de las opciones de políticas relevantes demuestran más bien la necesidad de hacer concesiones entre los valores para determinar quién debe tomar las decisiones de política sanitaria en un Estado. La provisión de ejemplos de cómo se puede abordar la ponderación de valores para llegar a la opción menos mala en esta esfera debería ser valiosa para los canadienses y académicos que trabajan en este campo en otros Estados multinacionales.

SOMMAIRE

Introduction	31
I. Success Conditions for Arguments for an Increased Federal Role in Canadian Healthcare Policy	40
II. Making the Case(s) for Increased Sub-State National, Rather Than Federal, Control	46
III. Options for an Increased Federal Role and their Relations to Sub-State Nations	53
A) Enforcing Existing Law	54
1. Outline.....	54
2. Benefits	57
3. Implications for Sub-State Nations.....	58
4. Other Issues.....	59
B) Amending Existing Law	60
1. Outline.....	60
2. Benefits	61
3. Implications for Sub-State Nations.....	61
4. Other Issues.....	62
C) Using Part III of the <i>Constitution Act, 1982</i>	64
1. Outline.....	64
2. Benefits	66
3. Implications for Sub-State Nations.....	66
4. Other Issues.....	68
D) Entering a Social Union	69
1. Outline.....	69
2. Benefits	70
3. Implications for Sub-State Nations.....	71
4. Other Issues	74
E) A National Healthcare Strategy	74
1. Outline.....	74
2. Benefits	76
3. Implications for Sub-State Nations.....	76
4. Other Issues.....	78

F) Constitutional Amendment	79
1. Outline.....	79
2. Benefits	80
3. Implications for Sub-State Nations.....	80
4. Other Issues.....	81
IV. Observations: The Need for Trade-offs and Relative Value of a National Healthcare Strategy	82
Conclusion	87

Introduction

The lack of uniformity in healthcare allocation decision-making and healthcare provision in Canada contributes to substantive and procedural deficiencies in Canadian healthcare justice. Scholars have long lamented differential access to healthcare rates and health outcomes across Canada¹. Public funding for many World Health Organization (WHO) recognized essential medicines is inconsistent across the provinces even within the hospital and physician services sectors where medically necessary/required goods must be publicly-funded for provinces to receive federal funds under the *Canada Health Act (CHA)*: each province chooses what qualifies as medically necessary/required². Barriers to care in these sectors appear in all provinces and public funding for essential medicines and other essential

¹ See e.g. the essential medicines-focused Colleen M. FLOOD, “Conclusion”, in Colleen M. FLOOD (ed.), *Just Medicare: What’s In, What’s Out, How We Decide*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 449; William LAHEY, “Medicare and the Law: Contours of an Evolving Relationship”, in Jocelyn DOWNIE, Timothy CAULFIELD & Colleen M. FLOOD (eds.), *Canadian Health Law and Policy*, 4th ed., Markham, LexisNexis Canada, 2011, p. 1; Annie WANG, Trudo LEMMENS & Navindra PERSAUD, “Medication Access Via Hospital Admission”, (2017) 63-5 *Canadian Family Physician* 344. While Lahey does not appear in the most recent volume of that textbook (Joanna ERDMAN, Vanessa GRUBEN & Erin NELSON (eds.), *Canadian Health Law and Policy*, 5th ed., Toronto, LexisNexis Canada, 2017), his work remains accurate and relevant. See also related research on public health, e.g. Amir ATTARAN & Kumanan WILSON, “A Legal and Epidemiological Justification for Federal Authority in Public Health Emergencies”, (2007) 52 *McGill L.J.* 381; Amir ATTARAN & Elvina C. CHOW, “Why Canada is Very Dangerously Unprepared for Epidemic Diseases: A Legal and Constitutional Diagnosis”, (2011) 5-2 *Journal of Parliamentary and Political Law* 287. Attaran’s COVID-19-related concerns below build on this earlier text.

² *Id.* For the *Act*, see *Canada Health Act*, R.S.C. 1985, c. C-6. For provincial and territorial implementation acts, see *Alberta Health Care Insurance Act*, R.S.A. 2000, c. A-20; *Hospital Insurance Act*, R.S.B.C. 1996, c. 204; *The Health Services Insurance Act*, C.C.S.M., c. H-35; *Hospital Services Act*, RSNB 1973, c. H-9; *Medical Care and Hospital Insurance Act*, S.N.L. 2016, c. M–5.01; *Health Services and Insurance Act*, R.S.N.S. 1989, c. 197; *Health Insurance Act*, R.S.O. 1990, c. H.6; *Health Services Act*, R.S.P.E.I. 1988, c. H-1.6; *Health Insurance Act*, CQLR, c. A-29; *Saskatchewan Medical Care Insurance Act*, R.S.S. 1978, c. S-29; *Health Care Insurance Plan Act*, R.S.Y. 2002, c. 107; *Hospital Insurance and Health and Social Services Administration Act*, R.S.N.W.T. 1988, c. T-3; *Hospital Insurance and Health and Social Services Administration Act*, R.S.N.W.T. (Nu) 1988, c. T-3.

goods outside the sectors varies further³. The transparency and reviewability of healthcare allocation decisions is also inconsistent in Canada. Provinces provide different levels of access to the grounds for decisions and to the details of those decisions⁴. The number of successful applications at federal level to review those decisions likewise vary⁵. Many Canadians thus do not receive the shares of healthcare-related goods that they would receive where healthcare justice obtains.

While some consider these results acceptable outcomes of just decision-making processes, concerns about the relative accountability and justice of provincial systems prompted numerous calls for an increased federal role in Canadian healthcare law and policy (henceforth “healthcare policy”)⁶. More recently, the lack of a coordinated response to the global COVID-19 pandemic underlined the fragmentation of Canadian healthcare

³ See *e.g. supra*, note 1. With respect to differential coverage outside the hospital and physician services sectors in particular, it is notable how little has changed since W. LAHEY, *supra*, note 1, at p. 7 raised this concern. For just one example of this phenomenon, consider differences in provincial emergency prescription drug plans. Karin PHILLIPS, *Catastrophic Drug Coverage in Canada*, Ottawa, Library of Parliament, 2016 provides a useful and pertinent summary of the general issues even if some of the data therein is outdated. A national “Pharmacare” program has, of course, been mooted by the federal government in recent years. The scope of such a program *still* remains unclear.

⁴ See *e.g.* C. M. FLOOD, “Conclusion”, *supra*, note 1; Colleen M. FLOOD & Michelle ZIMMERMAN, “Judicious Choices: Health Care Resource Decisions and the Supreme Court of Canada”, in Jocelyn DOWNIE & Elaine GIBSON (eds.), *Health Law at the Supreme Court of Canada*, Toronto, Irwin Law, 2007, p. 25. My own analysis of these issues can be found in Michael DA SILVA, “Medicare and the Non-Insured Health Benefits and Interim Federal Health Programs: A Procedural Justice Analysis”, (2017) 10-2 *McGill J.L. & Health* 101. My recent book, Michael DA SILVA, *The Pluralist Right to Health Care: A Framework and Case Study*, Toronto, University of Toronto Press, 2021, draws on some of the same material. The book’s conclusion about the importance of an increased federal role in healthcare partly inspired the current project.

⁵ *Id.*

⁶ See *e.g. supra*, notes 1 and 4. See also the COVID-19-specific claims in the next note and sources cited therein.

policy and related deficiencies, inspiring renewed calls for federal action⁷. While COVID-19 also highlighted problems with centralized responses to public health emergencies, concerns about the lack of a coordinated response to COVID-19 and federal government's minimal role in the health-related aspects of pandemic management are notable⁸. Take, for

⁷ This possibility was discussed in various contributions in Colleen M. FLOOD, Jeffery HEWITT, Vanessa MACDONNELL, Jane PHILPOTT, Sophie THÉRIAULT, Sridhar VENKATAPURAM, Katherine FIERLBECK, Lorian HARDCASTLE, Aimée CRAFT & Deborah MCGREGOR (eds.), *Vulnerable: The Law, Policy and Ethics of COVID-19*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2020. At minimum, Colleen M. FLOOD, Vanessa MACDONNELL, Jane PHILPOTT, Sophie THÉRIAULT & Sridhar VENKATAPURAM, "Overview of COVID-19: Old and New Vulnerabilities", in *id.*, p. 1; Amir ATTARAN & Adam R. HOUSTON, "Pandemic Data Sharing: How the Canadian Constitution Has Turned into a Suicide Pact", in *id.*, p. 91 highlight coordination issues. Michael DA SILVA & Maxime ST-HILAIRE, "Towards a New Intergovernmental Agreement on Early Pandemic Management", (2021) 41-2 *National Journal of Constitutional Law* 77 also highlight coordination issues and cite other sources seeking an increased federal role. My early research during the first wave of the pandemic, Michael DA SILVA, "COVID-19 and Health-Related Authority Allocation Puzzles", (2021) 30 *Cambridge Quarterly of Healthcare Ethics* 25, likewise canvasses calls and arguments for federal control of health-related policy. For *popular* calls for an increased federal role, see André Picard's editorials during the early days of the pandemic in *The Globe and Mail*, online: <<https://www.theglobeandmail.com/authors/andre-picard/>>.

⁸ M. DA SILVA, "COVID-19 and Health-Related Authority Allocation Puzzles", *id.* also discusses issues with centralized rule. See also the cities-focused Daniel WEINSTOCK, "Harm Reduction in Pandemic Times", *Max Bell School of Public Policy Briefings*, 21 April 2020, online: <<https://www.mcgill.ca/maxbellschool/article/articles-policy-challenges-during-pandemic/briefing-harm-reduction-pandemic-times>>, parts of which inform his Daniel WEINSTOCK, "A Harm Reduction Approach to the Ethical Management of the COVID-19 Pandemic", (2020) 3 *Public Health Ethics* 166. Both my own and Weinstock's works were written in the early days of the pandemic. More recent scholarship suggests that the pandemic experience as a whole did not have a determinative influence on the choice between centralized or decentralized health policy. Volume 51-4 *Publius* from late 2021 is an illuminating special issue devoted to federalism and responses to the COVID-19 pandemic. See also Nico STEYTLER (ed.), *Comparative Federalism and Covid-19: Combatting the Pandemic*, New York, Routledge, 2021. However, the mixed results of these comparative analyses likely support the broader point made below: there are good moral reasons to favour

example, the unjust distribution during the pandemic of health outcomes and access to healthcare goods across the provinces or the lack of uniform testing and data collection standards⁹. While COVID-19 raises distinct questions about federal actions during crises, many COVID era problems mirror longstanding issues in Canadian healthcare policy¹⁰. Whether and how a federal government can and should increase its role in these matters is important even outside the context of a crisis.

This work abstracts from particular circumstances motivating discrete calls for an increased federal role in Canadian healthcare policy to examine the broader arguments for such an enhanced role in light of an often-overlooked challenge¹¹. Any increased federal role will face familiar hurdles. Most notably, while the Supreme Court of Canada (SCC) recognizes health and healthcare as areas of “concurrent jurisdiction” under Canadian constitutional law¹², earlier SCC jurisprudence states that the provinces possess “the general jurisdiction over health¹³”. Notwithstanding

multiple different allocations of healthcare policymaking powers. The recent pandemic highlighted those moral justifications.

⁹ These issues are raised in *supra*, note 7. Picard presented a particularly stark example of the data collection problems in André PICARD, “We have to test and trace more to end lockdowns safely”, *The Globe and Mail*, 22 May 2020, online: <<https://www.theglobeandmail.com/canada/article-we-have-to-test-and-trace-more-to-end-lockdowns-safely/>> and later noted the lack of a coherent national vaccination approach and the radically different results across the provinces in André PICARD, “Where’s the urgency in Canada’s vaccine rollout?”, *The Globe and Mail*, 4 January 2021, online: <<https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-wheres-the-urgency-in-canadas-vaccine-rollout/>>. These are not, of course, the only issues stemming from a lack of coordination or federal action. Consider also provincial acts that were outside their jurisdiction or violated rights (e.g., provincial border closures) and yet provoked no federal comment.

¹⁰ Discussions about how emergency powers impact this analysis are thus beyond the scope of this article. For emergency powers in Canada and their impact on COVID-19 see C. M. FLOOD *et al.*, *supra*, note 7.

¹¹ This work thus focuses on the general question at the end of the last paragraph, not crises.

¹² *Carter v. Canada (Attorney General)*, 2015 SCC 5, par. 53.

¹³ *Schneider v. The Queen*, [1982] 2 S.C.R. 112, 137. Moreover, even *Carter v. Canada (Attorney General)*, *id.*, par. 50 and 51 discusses a “protected core” of

unique federal programs for specific populations¹⁴, provinces play the primary role in Canadian healthcare allocation decision-making and provision¹⁵. The federal *CHA* sets criteria provinces must meet to receive federal funds for their healthcare systems, but provinces maintain broad discretion over healthcare policy under the *Act*, leading to the differences outlined above¹⁶. This state of affairs is often “justified” by appeals to the epistemic and democratic benefits of local control, the importance of self-determination, and/or subsidiarity¹⁷. Yet COVID-19 also highlights another

provincial authority over health before the statement on concurrent jurisdiction in the last note.

¹⁴ These programs are primarily for members of the military and veterans, federal prisoners, immigrants, and Indigenous Canadians. As outlined in Martha JACKMAN, “Constitutional Jurisdiction Over Health in Canada”, (2000) 8 *Health L.J.* 95, these programs are justified by powers exercised under the *Constitution Act, 1867*, 30 & 31 Vict., c. 3 (UK), ss. 91(7), 91(24), 91(25), and 91(28), and by the so-called “spending power” taken to be implicit in the text of that document. Jackman also identifies some specific programs that continue to exist. For an analysis of two of those programs, see M. DA SILVA, “Medicare and the Non-Insured Health Benefits and Interim Federal Health Programs: A Procedural Justice Analysis”, *supra*, note 4.

¹⁵ M. JACKMAN, *id.* rightly identifies sections 92(7), 92(13), and 92(16) of the *Constitution Act, 1867*, as the primary sources for this provincial authority. See also COLLEEN M. FLOOD & Sujit CHOUDHRY, *Strengthening the Foundations: Modernizing the Canada Health Act*, Discussion Paper 13, Ottawa, Commission on the Future of Health Care in Canada, 2002; William LAHEY, “The Legal Framework for Intergovernmental Health Care Governance: Making the Most of Limited Options”, in Katherine FIERLBECK & William LAHEY (eds.), *Health Care Federalism in Canada. Critical Junctures and Critical Perspectives*, Montreal & Kingston, McGill-Queen’s University Press, 2013, p. 71.

¹⁶ *Supra*, note 2.

¹⁷ This is made clear in several texts on Canadian law discussed above. Discussion of the Canadian understanding of “subsidiarity” in Peter W. HOGG, *Constitutional Law of Canada*, 5th ed., Toronto, Carswell, 2010, p. 5-12 to 5-14; Andreas FOLLESDAL & Victor MUÑIZ FRATICELLI, “The Principle of Subsidiarity as a Constitutional Principle in the EU and Canada”, (2015) 10-2 *The Ethics Forum* 89; Hoi L. KONG, “Subsidiarity, Republicanism, and the Division of Powers in Canada”, (2015) 45 *R.D.U.S.* 13 is also illuminating. For good overview of the arguments for local control over public policy domains like healthcare, see Daniel WEINSTOCK, “Cities and Federalism”, (2014) 5 *NOMOS: American Society for Political and Legal Philosophy* 259; Ran HIRSCHL, *City*,

set of important arguments that challenge the status quo of primary provincial control over health policy and may constrain federal attempts to increase their role. These arguments call for sub-state national control over healthcare policy. Pandemic-related demands for greater authority over health policy for the Indigenous and Québécois “nations” due to concerns that decisions by other levels of government did not adequately protect sub-state national groups or reflect their needs mirror longstanding calls for greater sub-state national control¹⁸.

Calls for sub-state “national” control over different policy areas are common in multinational states, including Canada¹⁹. Arguments in favour of such control are often grounded in the principles that purport to ground provincial control. For instance, even geographically disperse nations may know more about their members than federal and provincial governments and may be better positioned to respond to local issues²⁰. Nations, including

State: Constitutionalism and the Megacity, New York, Oxford University Press, 2020. See that volume and N. W. BARBER, *The Principles of Constitutionalism*, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 187-218, for assessments of the merits of these arguments.

¹⁸ *Supra*, note 8, noting its caveats. Note also that some of these calls pertain to public health, rather than care alone. In making this claim, I am, of course, conscious of the complex intergovernmental relations in the early days of the pandemic.

¹⁹ Examples from Québec are legion. On Indigenous nations’ calls for sub-state powers, see e.g. Felix HOEHN, *Reconciling Sovereignties. Aboriginal Nations and Canada*, Saskatoon, Native Law Centre, University of Saskatchewan, 2012; Ghislain OTIS & Martin PAPILLON (eds.), *Federalism and Aboriginal Governance*, Québec, Presses de l’Université Laval, 2013. As Augie FLERAS & Jean Leonard ELLIOTT, *The “Nations Within”. Aboriginal-State Relations in Canada, the United-States, and New Zealand*, Toronto, Oxford University Press, 1992, p. 1-6 notes, not all Indigenous “peoples” qualify or wish to be qualified as “nations”. The desire of *some* to be nations is clear, justifying some consideration of Indigenous cases in a study of nations. However, the Indigenous case is distinct from standard nationalist cases to such an extent that it is best not to study the Indigenous case through a nationalist lens alone.

²⁰ I discuss diaspora nations further in Michael DA SILVA, “Nations as Justified Substate Authorities”, (2022) *Nations and Nationalism*, online: <<https://doi.org/10.1111/nana.12850>>. Actual cases of Indigenous programs further highlight this possibility. See e.g. Josée G. LAVOIE, Annette J. BROWNIE, Colleen VARCOE,

the Québécois, Acadians, and Indigenous sub-state groups, could also invoke international self-determination rights to argue for increased control²¹. If those arguments fail, recognition of Québec as a “nation-within-a-nation” and the sovereignty of Indigenous nations should make the importance of *those* sub-state nations parametric in analyses of Canadian laws²². However, allocating health-related authority to those nations could limit federal actions.

This article accordingly addresses the question of whether “sub-state nationalism” presents a genuine challenge to an increased federal role in Canadian healthcare and whether certain options for an increased federal role better avoid potential sub-state nationalism-related issues. Starting from the assumption that there are some compelling reasons for federal actions to standardize aspects of the Canadian healthcare system, I examine

Sabrina WONG, Alycia FRIDKIN, Doreen LITTLEJOHN & David TU, “Missing Pathways to Self-Governance: Aboriginal Health Policy in British Columbia”, (2015) 6-1 *International Indigenous Policy Journal* 2.

²¹ This issue is complicated, but an argument based on international law can be made. Christian WALTER, Antje von UNGERN-STERNBERG & Kavus ABUSHOV, *Self-Determination and Secession in International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2014 provides a useful overview of the relevant law. Acadians possess all of the criteria for nationhood except for formal recognition; Michel SEYMOUR, “Quebec and Canada at the Crossroads: A Nation within a Nation”, (2000) 6-2 *Nations and Nationalism* 227, 239.

²² Québécois recognition took place in HOUSE OF COMMONS, *DEBATES*, 1st sess., 39th parliament, November 27, 2006. At the time of writing, Québec is trying to secure constitutional recognition of their “nation”, the implications of which are unclear. Indigenous recognition is the subject of debate in many sources, including DEPARTMENT OF JUSTICE CANADA, *Principles. Respecting the Government of Canada’s Relationship with Indigenous Peoples*, Ottawa, Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2018. The implications of such recognition are still unclear. For competing views on the meaning of sub-state nationalism, see e.g., M. SEYMOUR, *id.*; Alain-G. GAGNON & James TULLY, *Multinational Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001; Michael KEATING, *Plurinational Democracy. Stateless Nations in a Post-Sovereignty Era*, New York, Oxford University Press, 2001; Stephen TIERNEY, “Reframing Sovereignty? Sub-State National Societies and Contemporary Challenges to the Nation-State”, (2005) 54 *International and Comparative Quarterly* 161.

the extent to which sub-constitutional recognition of sub-state nations constrains the federal government's ability to assume an increased role in healthcare²³. My analysis of the underlying issues focuses on Canada, but my arguments are largely conceptual and likely have a wider application²⁴. At the very least, this study will provide a basis for further studies of how federal governments and/or sub-state nations can set social policy. Given some sub-state nations' genuine desires to possess healthcare powers²⁵, this article provides a good case study in multinational state governance.

My analysis is divided in four parts. Part I outlines conditions for a successful argument for an increased federal role in healthcare. Part II

²³ I do not want to overstate the desirability of federal action. However, the evidence below is persuasive.

²⁴ I also do not wish to overstate the extent to which my results have a wider application. The comparative data is only briefly outlined and this study can be understood as an exercise in non-ideal theory. Yet a wider application seems possible. Many of the options below could be modified and adopted elsewhere. Even the options that are characterized by specific features that are absent in other states (and thus not fully capable of wider application) are representative of the kinds of approaches that may be adopted in other states. The ways in which the options below fail to resolve the tensions discussed below thus suggests that all real-world policy options necessitate key trade-offs. Measuring the relevant trade-offs offers a tool for rights-promoting policy selection. For instance, my finding that a non-binding national healthcare strategy may best resolve the underlying tension stems from practical and theoretical concerns about the benefits of more coercive measures, such as federal legislation that "overrides" state law. This more broadly suggests that federal governments may benefit from using less coercive means to persuade other actors to help substantiate the right to healthcare. I discuss other potential general implications of my findings below as they provide a platform for a general discussion of the relevant issues. This article provides insights that do not rely on the generality of empirical findings or theoretical claims about the relationships between values. But some generality should be expected.

²⁵ *E.g.* Nicola MCEWEN, "State Welfare Nationalism: The Territorial Impact of Welfare State Development in Scotland", (2002) 12-1 *Regional and Federal Studies* 66; Daniel BÉLAND & André LECOURS, "Sub-State Nationalism and the Welfare State: Québec and Canadian Federalism", (2006) 12-1 *Nations and Nationalism* 77; Daniel BÉLAND & André LECOURS, *Nationalism and Social Policy: The Politics of Territorial Solidarity*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

presents three arguments for allocating government powers to sub-state nations and discusses whether/how they challenge increased federal roles in healthcare. Part III introduces options for an increased federal role in healthcare in Canada and assesses whether they are capable of fulfilling the conditions set out in Part I and mitigating the impact of the challenges in Part II. Part IV reflects on the findings in Part III.

My analysis demonstrates that none of the options for an increased federal role is likely to resolve many issues with the Canadian healthcare system in a manner that is constitutional, effective, and consistent with all of the plausible implications of sub-state nationalism. Several options could be effective, constitutional, and consistent with many of those implications. But nearly all present tensions between competing policy goals that require adopting a less demanding conception of sub-state nationalism or choosing whether to prioritize the rationale for federal action or sub-state national authority.

The findings of this research contribute to distinct literatures. Simply identifying the tensions should increase our understanding of healthcare policy and sub-state nationalism. While I identify the tensions in the context of a Canadian case study, the challenges posed are largely conceptual and should be examined in other contexts²⁶. Regardless of whether the tensions are of general application, my explanation of how the adoption of a national healthcare strategy would resolve the tension in Canada constitutes a concrete case for adopting a strategy and contributes to healthcare policy. However, the imperfect reconciliation of competing demands even in this “best” case scenario points to an even more interesting finding: theoretically ordering our preferences will not satisfactorily reconcile competing values in real-world contexts, so theoretical principles should be assessed in actual institutional contexts. Reconciling competing values is not a straightforward matter but rather requires difficult, empirically-sensitive normative work and trade-offs between values within institutional frameworks with their own rules and values. At least in critical areas like healthcare policy, such work is vital to avoid the risk of serious harm. This study demonstrates how one can perform such analyses and

²⁶

Supra, note 24, including its caveats.

provides examples of how to weigh values in a real-world context. I am more interested in demonstrating the importance of reconciling values, the impossibility of cleanly doing so in key scenarios, and exploring the means for achieving such reconciliation than in defending a national healthcare strategy as the best imperfect choice. Even if this study is to be understood as more programmatic than argumentative, it should still have implications for debates in healthcare policy, federalism, nationalism, and non-ideal legal theory.

I. Success Conditions for Arguments for an Increased Federal Role in Canadian Healthcare Policy

A federal intervention in healthcare must meet acceptability conditions for a federation like Canada if it is to be even a potential candidate for adoption that would warrant testing its relationship to sub-state nationalism. Exploring the case for an increased federal role identifies helpful acceptability criteria. In short, before a potential federal intervention can raise questions about its consistency with sub-state nationalism, it should show promise of remedying identified deficiencies in the healthcare system; be formally constitutional; and respect constitutional values/ends, striking an appropriate balance of and understanding connections between them.

Attending to arguments for federal control over healthcare policy and basic facts of Canadian law make this clear. While scholars debate whether a stronger federal role would improve the Canadian healthcare system²⁷, the best case for an increased federal role does not even primarily

²⁷ This has been the subject of debate for many decades now. Take, for example, the traditional criticism of the demand for an increased federal roles in COMMISSION ON THE FUTURE OF HEALTH CARE IN CANADA, *Building on Values: The Future of Health Care in Canada—Final Report*, 2002 and the CANADA, SENATE, *Reforming Health Protection and Promotion in Canada: Time to Act*, Report of the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, 2nd sess., 37th parl., November 2003 and more recent criticisms of the demand for an increased federal role in GOVERNMENT OF CANADA, *Unleashing Innovation: Excellent Healthcare for Canada. Report of the Advisory Panel on Healthcare Innovation*, Ottawa, Minister of Health, 2015. Divergent views regarding the appropriate role for the

rest on empirical predictions about how an increased federal role would change the provision of healthcare²⁸. It instead rests on the federal government's responsibility to ensure adequate healthcare in Canada. On this view, the federal government's moral and legal responsibility to fill gaps in Canadian realization of the healthcare justice is overdetermined. Such measures are part and parcel of what federal governments must do. The question is *how* that goal is to be achieved. Further criteria limit the possibilities.

Fully defending an increased federal role is beyond the scope of inquiry of this study, but basic considerations suffice to ground a strong *prima facie* for federal control. They also identify additional acceptability criteria for an increased federal role. Most notably, perhaps, they suggest that an acceptable increased federal role should further the ends that purport to justify federal action. For example, even if one accepts the validity of empirical criticism of the Canadian federal government's capacity to produce better access to healthcare, health outcomes, etc., one should acknowledge that provincial governments have produced suboptimal results²⁹. Canada is not the only country where the retention of power over healthcare policy by provinces (or their equivalents) produced distributive justice issues, not only with respect to healthcare goods, but also to related social goods, including the goods of political involvement³⁰. A federal

federal government in Canadian healthcare and the possible effects of an increased role often expressed within in the same issue of journals; see *e.g.* J. ERDMAN, V. GRUBEN & E. NELSON, *supra*, note 1; K. FIERLBECK & W. LAHEY, *supra*, note 15. As discussed above, recent events like the COVID-19 pandemic renewed interest in different authority allocations.

²⁸ The studies discussed here yield mixed empirical results. The point here is that an increased federal role is plausibly necessary even if it is not the all-things-considered best prescription for Canada on a given metric for improvement. *Supra*, note 24.

²⁹ *Supra*, notes 1, 3 and 4, and surrounding. Further details appear below.

³⁰ It should be stressed again that my intention is not to overstate the problems with federalism. The claim here is that there are problematic cases of devolution. See *e.g.* Jamila MICHENER, *Fragmented Democracy: Medicaid, Federalism, and Unequal Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018 on the U.S.A. Works that provide evidence of this claim in Europe speak to social policy more

government is a good candidate for remedying such justice-related concerns. Federal governments arguably have moral duties to remedy these issues where action by the provinces is not forthcoming³¹. A plausible understanding of the aforementioned principle of subsidiarity whereby local control is justified *only to the extent that it meets minimal standards* further supports an increased federal role in healthcare where provinces fail to meet such standards³². Canada's statutory duties under the *CHA*, international obligations, and fiduciary obligations to Indigenous Canadians accordingly place it under a legal obligation to ensure adequate, equitable access to care³³. This factual matrix suggests that the case for increased federal action is overdetermined. One must then specify what the federal government can and should do given the existing constitutional, politics, and moral constraints.

The requirement that any acceptable federal intervention remedy deficiencies in the healthcare system (and, by extension, healthcare justice) is linked to the motivation for seeking an increased federal role in the first place and places clear conditions on candidate federal interventions. To deviate from existing legal and political arrangements, particularly where those arrangements are consistent with established constitutional practice, is unwise in the absence of a good reason. However, if those arrangements

broadly; see *e.g.* Bea CANTILLON, Patricia POPELIER & Ninke MUSSCHE (eds.), *Social Federalism: The Creation of a Layered Welfare State. The Belgian Case*, Cambridge, Antwerp and Portland, Intersentia, 2011.

³¹ This point is often made with respect to federal powers generally. For a healthcare-specific version, see Douglas MACKAY & Marion DANIS, "Federalism and Responsibility for Health Care", (2016) 30-1 *Public Affairs Quarterly* 1.

³² N. W. BARBER, *supra*, note 17. I do not find that principle compelling. But it is viewed as important in international, regional, and domestic law and in political philosophy. *Supra*, note 17 and the sources cited there.

³³ Details appear below. Note, *e.g.*, that international law requires that states have national healthcare strategies with benchmarks and indicators for success to meet their right to health obligations; COMMITTEE ON ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS, *General comment no. 14 (2000), The right to the highest attainable standard of health (article 12 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights)*, U.N. Doc. E/C.12/2000/4 (11 August 2000); Michael DA SILVA, "The International Right to Health Care: A Legal and Moral Defense", (2018) 39-3 *Michigan Journal of International Law* 343.

produce results that violate the basic norms the purport to rely on, those failures can justify deviations from established practice. They also help identify potential federal interventions for remedying those failures. For instance, given the issues with the Canadian healthcare system outlined above, any candidate federal intervention in Canadian healthcare policy should increase access to essential healthcare goods, absolute health outcomes, equity in healthcare access and health outcomes, or the administrative justice of the system (*e.g.* by improving the system’s transparency or opportunities for review of healthcare-related government decisions)³⁴.

Yet other acceptability criteria can be derived from the basic nature of Canadian law. Even interventions that could remedy the healthcare system’s existing faults are not eligible for adoption if they undermine federalism, which not only provides the structure of Canadian legal and political governance but is also a basic constitutional value in Canada³⁵. Any federal interventions in healthcare must accordingly be in keeping with the constitution, respect Canadian constitutional values (including federalism itself), and not greatly diminish recognized moral and legal benefits of federalism.

The Constitution imposes definite limitations. It does not permit interventions that would allow the federal government to “cover the field” of healthcare regulation³⁶. Healthcare must remain an area of concurrent jurisdiction³⁷. Some believe that the provinces should retain “primary” control over healthcare, but that case is less clear³⁸. At the very least, provincial legislatures must maintain control over “hospitals” and “property and civil rights³⁹”. This reflects a deeper constraint at the heart of the

³⁴ Again, *supra*, notes 1, 3 and 4.

³⁵ *Reference re Secession of Quebec*, [1998] 2 S.C.R. 217, par. 32.

³⁶ On covering the field, see Peter W. HOGG, “Paramountcy and Tobacco”, (2006) 34 *S.C. Law Rev.* 335-337.

³⁷ *Carter v. Canada (Attorney General)*, *supra*, note 12.

³⁸ *Id.* may pre-empt *Schneider v. The Queen*, *supra*, note 13. But recall the point about *Carter v. Canada (Attorney General)*, *id.*, discussed in note 13.

³⁹ *Supra*, note 14.

Canadian constitution: the “architecture” of the Constitution of Canada requires that each level of government have exclusive authority over the areas in which they are granted power under sections 91 and 92 of the *Constitution Act, 1867*⁴⁰. Canada must remain dualist such that federal and provincial governments each have exclusive powers⁴¹.

Consistency with constitutional principles requires that interventions respect “democracy, constitutionalism and the rule of law, and respect for minority rights⁴²”. These relate to the basic moral and legal values of federalism, which include the ability to balance the moral goods of unity and diversity⁴³, maximizing the values of democracy, citizenship, and liberty⁴⁴, and administrative efficiency⁴⁵. Federalism’s normative commitments are, of course, highly contested, but each specification of federalism that ties to normative ideals appears to seek compromises between competing moral values and synthesis of their basic insights⁴⁶. The

⁴⁰ *Quebec (Attorney General) v. Canada (Attorney General)*, 2015 SCC 14 confirms this feature of the *Constitution Act, 1867*, *supra*, note 14. While *References re Greenhouse Gas Pollution Pricing Act*, 2021 SCC 11 may dilute that principle, unique competences remain necessary. For a more robust view of this issue, see Asher HONICKMAN, “Watertight Compartments: Getting Back to the Constitutional Division of Powers”, (2017) 55-1 *Alberta Law Review* 225.

⁴¹ *Id.* On dualism more broadly (and its relationship to monism), see e.g. Francesco PALERMO & Karl KÖSSLER, *Comparative Federalism. Constitutional Arrangements and Case Law*, Oxford, Hart Publishing, 2017, p. 39.

⁴² *Reference re Secession of Quebec*, *supra*, note 35, par. 49.

⁴³ Nicholas ARONEY & John KINCAID, “Comparative Observations and Conclusions”, in Nicholas ARONEY & John KINCAID (eds.), *Courts in Federal Countries: Federalists or Unitarists*, Toronto, University of Toronto Press, 2017, p. 482, at p. 536; Eugénie BROUILLET, “The Federal Principle and the 2005 Balance of Powers in Canada”, (2006) 34 *S.C. Law Rev.* 307, 310; Michael BURGESS, “Federalism and Federation: Putting the Record Straight”, *50 Shades of Federalism*, 2017, online: <<http://50shadesoffederalism.com/theory/federalism-federation-putting-record-straight/>>.

⁴⁴ Daniel WEINSTOCK, “Towards a Normative Theory of Federalism”, (2001) 53-167 *International Social Science Journal* 75.

⁴⁵ Jenna BEDNAR, *The Robust Federation. Principles of Design*, New York, Cambridge University Press, 2009.

⁴⁶ For an introduction to the relevant issues, see Andreas FOLLESDAL, “Federalism”, *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, January 5, 2003, online:

SCC views all the values of Canadian constitutionalism as mutually self-defining, such that *e.g.*, “[t]he function of federalism is to enable citizens to participate concurrently in different collectivities and to pursue goals at both a provincial and a federal level⁴⁷”. Federal interventions must not only respect constitutional values and fulfill the ends federalism is meant to promote. They must also strike a reasonable balance between these aims to fulfill (at least the Canadian constitutional version of) the principle of federalism in the first place⁴⁸.

These considerations both allow for some federal role in healthcare and limit the scope of that role. Competing arguments for greater “sub-state national” involvement in healthcare policy also present potential limitations. I will first outline those arguments before analyzing the extent to which they pose a challenge to any increased federal role(s) in healthcare policy. The meaning of “sub-state nation” is contested, but one can examine sub-state nationalism’s implications for the present issue without a general account of sub-state nations. One view is that sub-state nations are conceptually impossible: to be a nation is to have sovereignty, which is indivisible⁴⁹. To be sovereign is to have absolute, undivided decision-making authority within a jurisdiction. No other entity has a legitimate

<<https://plato.stanford.edu/entries/federalism/>>. I take a less theoretically-loaded view of what federalism requires, but the Canadian constitutional principle has theoretical content and clearly seeks to balance *certain* values. For instance, *Reference re Secession of Quebec, supra*, note 35, par. 66 claims that federalism “enables different provinces to pursue policies responsive to the particular concerns and interests of people in that province. At the same time, Canada as a whole is also a democratic community in which citizens construct and achieve goals on a national scale through a federal government acting within the limits of its jurisdiction.”

⁴⁷ *Reference re Secession of Quebec, id.*

⁴⁸ *Supra*, note 46. Following on note 24, conceptual issues in notes 43–46 apply broadly. See sources therein. Empirical challenges also appear elsewhere, as discussed in *e.g.* F. PALERMO & K. KÖSSLER, *supra*, note 41; N. ARONEY & J. KINCAID, *supra*, note 43.

⁴⁹ The notion of federalism discussed here is broadly inspired by Jean BODIN, *On Sovereignty*, New York, Cambridge University Press, 1992 and continues to have an impact on discussions regarding the very existence of federalism.

claim to independently make or substitute its own decisions. While a sovereign state may devolve decision-making powers to another party, the sovereign always maintains ultimate authority and can thus revoke the powers at any time. Insofar as possessing sovereignty is a condition for “nationhood”, truly “sub-state” nations are impossible: purported “nations” that lack sovereignty fail to meet a central condition of “nationhood”⁵⁰. Another view is that sub-state nations are a sociological fact: purported nations justifiably do not always actually possess their own states or even strong political rights within them⁵¹. My interest here is in narratives that could challenge an increased federal role in healthcare policy, so approaches under which sub-state nationalism is normatively inert have been avoided. I instead focus on the normative cases for sub-state national control over specific policy areas, examine which powers they would entail for the potential sub-state nations in Canada, and determine whether specific types of potential federal inventions in healthcare policy would unjustifiably infringe on those powers.

II. Making the Case(s) for Increased Sub-State National, Rather Than Federal, Control

There are, I submit, three plausible normative cases for sub-state national control over specific policy areas⁵². Each of those plausible cases

⁵⁰ Equating “nations” and “states” has not been common for some time. E.J. HOBSBAWM, *Nations and Nationalism Since 1780. Programme, Myth, Reality*, 2nd ed., Cambridge, Cambridge University Press, 1992 famously criticized the “nation = state” equation. The concept of sovereignty itself has a contested history. Peter H. RUSSELL, *Sovereignty: The Biography of a Claim*, Toronto, University of Toronto Press, 2021 is a nice overview of this concept. Russell himself ultimately suggests that the meaning of the term is negotiated in political debates. Other commentators nonetheless support the basic idea here.

⁵¹ Several speakers in HOUSE OF COMMONS, *supra*, note 22 took themselves to only be recognizing a sociological fact. David MILLER, “Nationality in divided societies”, in A.-G. GAGNON & J. TULLY, *supra*, note 22, p. 299 and M. KEATING, *supra*, note 22 are just two examples of studies that recognize the sociological fact and analyze its normative implications.

⁵² I defend this schema and my preferred approach in M. DA SILVA, *supra*, note 20. I also apply the schema in Michael DA SILVA, “Individual and ‘National’ Healthcare Rights: Analysing the Potential Conflicts”, (2021) 35-8 *Bioethics* 734.

is outlined here. First, the “remedial” case states that sub-state nations should have powers that they can exercise free from regular state government interference to remedy past wrongs against the nation or its members⁵³. This case grounds special treatment in recognized moral wrongs and reflects several sub-state nations’ actual claims⁵⁴. A nation’s status as “nation” may not provide grounds for special treatment here. This case likely provides a justification for the attribution of powers to groups who have been subject to historical injustice⁵⁵, thereby necessitating an explanation of why nations are selected for special treatment while other wronged groups do not or cannot receive those powers. A successful version of this case should also maintain plausible connections between sub-state national control and uncontroversial moral principles. While some may argue that this case fails to account for situations in which past wrongs no longer need to be righted, such scenarios are less common in the healthcare context: many historical injustices have demonstrable ongoing negative health outcomes⁵⁶.

The bigger issue with this remedial case is that it may not have uniform implications. The number of powers required to remedy the wrong should be indexed to the extent of the wrong. In the Canadian healthcare case, this would entail some healthcare powers for Indigenous Canadians. Colonialism negatively impacted Indigenous health and Indigenous health-

⁵³ E.g. Allen BUCHANAN, “What’s So Special About Nations?”, (1996) 22 *Canadian Journal of Philosophy* 283 states that all “special treatment” of nations is essentially remedial and so not fundamentally concerned with features of nations but with historical injustices faced by national groups.

⁵⁴ *Id.* See also the vast literature on “remedial secession”. The role of remedial justice in the Indigenous case is complex, but some remedial claims are made. For a useful introduction to Indigenous nations as sub-state nations and some discussion of the remedial components thereof, see *supra*, note 19.

⁵⁵ Indeed, A. BUCHANAN, *id.*, grants this much.

⁵⁶ TRUTH AND RECONCILIATION COMMISSION OF CANADA, *Honouring the Truth, Reconciling for the Future. Summary of the Final Report of the Truth and Reconciliation Commission of Canada*, Winnipeg, Truth and Reconciliation Commission of Canada, 2015.

related knowledge⁵⁷. Colonial wrongs appear to continue to negatively impact Indigenous health⁵⁸. The Canadian healthcare system continues to treat Indigenous peoples unjustly, providing them with less access to care and programs that produce gross inequities in Indigenous and non-Indigenous health outcomes⁵⁹. Many worry about Canada's ability to protect Indigenous health-related knowledge⁶⁰. Remedying the concomitant wrongs requires provision of better healthcare services to Indigenous Canadians. It may require Indigenous control over (at least) healthcare allocation decisions to acknowledge that alternative forms of healthcare governance in Canada were unjust towards Indigenous Canadians and did not provide them with the basic health goods that should plausibly be correlative with state power over healthcare allocation. It may also be necessary to recognize how past programs failed to account for Indigenous perspectives on health and well-being.

Remedial requirements for increased Québécois and Acadian healthcare powers are much less clear. Both groups have been wronged by

⁵⁷ *Id.* See also *e.g.* Constance MACINTOSH, “Indigenous Peoples and Health Law and Policy: Responsibilities and Obligations”, in J. DOWNIE, T. CAULFIELD & C. M. FLOOD, *supra*, note 1, p. 575.

⁵⁸ *E.g.* the Residential School System's inter-generational impacts were accepted as facts in GOVERNMENT OF CANADA, *Indian Residential Schools Resolution Health Support Program*, online: <<https://www.canada.ca/en/indigenous-services-canada/services/first-nations-inuit-health/health-care-services/indian-residential-schools-health-supports/indian-residential-schools-resolution-health-support-program.html>>. I will not weigh into any controversies about intergenerational issues here and take this as given for the sake of argument. The ongoing impact on many of these wrongs avoids concerns about the non-identity problem that might otherwise face historical injustice cases.

⁵⁹ Indeed, the United Nations recognized this fact: COMMITTEE ON ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS, *Consideration of Reports Submitted by States Parties under Articles 16 and 17 of the Covenant. Concluding observations of the Committee on Economic, Social and Cultural Rights*, U.N. Doc E/C.12/CAN/CO/4 (May 22, 2006).

⁶⁰ See *e.g.* Julian A. ROBBINS & Jonathan DEWAR, “Traditional Indigenous Approaches to Healing and the Modern Welfare of Traditional Knowledge, Spirituality and Lands: A Critical Reflection on Practices and Policies Taken from the Canadian Indigenous Example”, (2011) 2-4 *International Indigenous Policy Journal* 2.

Canadian governments, but the sources and extent of the wrongs and their relationship to healthcare are less clear. Indexing the powers granted to the extent of the wrong committed is thus difficult and may not secure strong healthcare-related powers. Some nations may not receive any powers. This could have non-ideal, possibly worrisome implications. The Québécois seek increased powers as part of their status as a nation-within-a-nation⁶¹, so failure to secure powers for them in that paradigmatic case of recognition could prove problematic⁶².

That said, the remedial approach for sub-state national control over discrete policy areas at least provides a way of testing federal involvement in healthcare policy, in particular from a sub-state nationalist perspective. To put it simply, any such federal involvement in healthcare should neither exacerbate recognized historical wrongs against sub-state nations nor infringe on powers necessary to remedy past wrongs. It should thus be consistent with some Indigenous self-governance over healthcare and leave room for acts necessary for remedying historical wrongs against the Québécois and Acadians, though the scope of this latter requirement is open to debate.

Second, the “general self-determination” case for sub-state national control over discrete policy areas states that nations should have powers to allow individual members to pursue their individual rights in tandem. Individuals have rights to pursue their conceptions of the good⁶³, which can be understood as constituting an individual right to self-determine. Individuals are also free to associate and to do so to pursue their conception of the good⁶⁴. These considerations could justify rights to self-determine

⁶¹ See *e.g.* Québec-related examples in works in *supra*, note 22; M. SEYMOUR, *supra*, note 21; Michel SEYMOUR, “On Redefining the Nation”, (1999) 82-3 *The Monist* 411.

⁶² The examples in *id.* do, however, also demonstrate that Québec possesses related powers.

⁶³ John RAWLS, *A Theory of Justice*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.

⁶⁴ *Id.*, p. 272 and 273. If one objects to admitted simplifications of the Rawlsian picture here, note that this work is not on Rawls. It suffices here that the position can be attributed to Rawlsian liberal-democrats.

through a group. Being able to make decisions for the group unfettered by state involvement may then be necessary to exercise that right⁶⁵. If so, this case grounds special treatment for nations in less controversial liberal moral principles (e.g. individual self-determination, free association). It also reflects arguments that national groups actually make for ‘special’ treatment within states and can likely be uniformly applied across all nations. On this account, self-determination rights each possess a basic structure and formal content regardless of the specific acts necessary for groups to exercise their formal self-determination rights in particular contexts.

This case may not, however, non-arbitrarily select nations as proper bases for special treatment. People use other groups to exercise individual self-determination rights, including groups liberal states cannot traditionally treat differently⁶⁶. Moreover, this case also raises the concern that there is no individual right to self-determination, but a species of such rights⁶⁷. Resolving claims may require more detail on what *this* health-related self-determination right can and should look like. The general self-determination case, in other words, provides a way of testing whether federal interventions in the healthcare sector infringe upon justified sub-state nationalist powers but does so in a way that is not particularly action-guiding for the purposes of this study. One must first set out the structure and formal content of the self-determination right in the healthcare sector and then determine whether the federal intervention makes exercising that right impossible.

Consider the following. Exercising political self-determination through “ready-made” groups such as the Québécois, Acadians, and Indigenous groups is reasonable. Those groups historically secured individual goods for their members and start-up costs for otherwise exercising political

⁶⁵ E.g. M. SEYMOUR, *supra*, note 21; M. SEYMOUR, “On Redefining the Nation”, *supra*, note 61; Anna MOLTCHANOVA, “Nationhood and Political Culture”, (2007) 38-2 *Journal of Social Philosophy* 255.

⁶⁶ A. BUCHANAN, *supra*, note 53 on religious groups. See also Harry BRIGHOUSE, “Against Nationalism”, (1996) 22 *Canadian Journal of Philosophy* 365.

⁶⁷ Allen BUCHANAN, “Self Determination, Secession, and the Rule of Law”, in Robert MCKIM & Jeff MCMAHAN (eds.), *The Morality of Nationalism*, New York and Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 301, at p. 306.

self-determination are high⁶⁸. States choosing such groups for special treatment need not be arbitrary even if they would not be the ideal vessels for self-determination in ideal theory: the national groups are “special” because they have been chosen as sites for exercising self-determination and, unlike religious groups, do not claim authority that is inconsistent with higher state authority as a general matter or deny that other sites of collective agency are equally valuable⁶⁹. Yet specifying what, if anything, a self-determination right in the healthcare setting should entail is difficult. The mere fact that groups claim self-determination rights does not mean that they must have unfettered discretion in all areas to be nations. To argue otherwise is to deny the possibility of sub-state nations; it requires that nations possess full state sovereignty. In the absence of a more cogent account of the relevant healthcare-specific right, then, this approach cannot specify what bases for self-determination can or must limit the exercise of federal powers in healthcare.

Finally, the (related) “specific context for self-determination” case for sub-state national control over discrete policy areas states that nations should have some powers to provide individuals with a context in which they can exercise their individual self-determination rights. There are instances where one cannot realize one’s self-determination rights on one’s own. Individuals plausibly have rights to do what is necessary to establish the group as a viable entity: a right to self-determine ought to entail a right to a forum for exercising that right⁷⁰. There are cases where group identities are formed through the exercise of authority⁷¹. In such cases, the claim that self-determination rights can require providing a degree of authority to the group to provide a context for choice has much to commend it. For instance, national groups are commonly based around characteristics that are created

⁶⁸ I discuss this further in M. DA SILVA, *supra*, note 20. In that article, I also specify when and how I believe that nations can avoid the criticism that they cannot be non-arbitrarily selected as sub-state authorities.

⁶⁹ *Id.*

⁷⁰ This was clear even at the time of J. RAWLS, *supra*, note 63.

⁷¹ *E.g.* the sources in *supra*, note 25 also demonstrate how social policy powers promote nation-building.

through political nation-building processes⁷². For example, giving the Québécois power over language policy to protect their ability to foster a common language that is core to their political identity is a plausible implication of grounding sub-state nationalism in self-determination rights. Certain cultural protection powers may also be justified on this view.

This case requires elaboration, but the basic idea is reasonably compelling⁷³. Unfortunately, it is unclear whether it can justify providing *healthcare*-related powers to nations. Whether any group need unfettered power over healthcare allocation or other healthcare powers to exist as a viable political entity is open to debate. If nations are constituted by their values and solidarity is a characteristic value⁷⁴, this may require providing healthcare policy-making powers to nations. The empirical record on healthcare as a means of building national identity could favour such power-sharing⁷⁵. Yet a narrower construction of the term “constitution” that identifies nations with their fundamental sociological characteristics (language, ethnicity, shared history, etc.) may be more promising⁷⁶. They

⁷² André LECOURS, “Political Institutions, Elites, and Territorial Identity Formation in Belgium”, (2001) 3-1 *National Identities* 51. This phenomenon has a wider application. See E. J. HOBBSAWM, *supra*, note 50. While promoting the French language and ethnicity through political actions intended to form commonalities for the then-new “French” political group may be seen as problematic today, modern nation-building need not be so-totalizing, especially in the sub-state context at issue here in which other identities matter too. I also address this issue in M. DA SILVA, *supra*, note 20.

⁷³ Again, see M. DA SILVA, *id.* for a longer discussion of this approach.

⁷⁴ Seymour (the author of M. SEYMOUR, *supra*, note 21 and M. SEYMOUR, “Redefining”, *supra*, note 61, among other classic works on nationalism (often focusing on Québec)) makes this claim. As do political actors in Québec and Scotland: N. MCEWEN, *supra*, note 25; D. BÉLAND & A. LECOURS, *supra*, note 25, 80; Ailsa HENDERSON & Nicola MCEWEN, “Do Shared Values Underpin National Identity? Examining the Role of Values in National Identity in Canada and the United Kingdom”, (2005) 7-2 *National Identities* 173.

⁷⁵ Sources in *id.* provide details.

⁷⁶ M. DA SILVA, *supra*, note 20 again contains more details. Policies that lead to all group members failing to receive care or that do not cover goods primarily or exclusively required by a group could, eventually, lead to the elimination of all group members. But those wrongs can be avoided without giving the group power over healthcare.

could exonerate the federal government from the accusation that some of its interventions violate the principles of sub-state nationalism. The Québécois, Acadians, and Indigenous groups might require some social powers to serve as sites for self-determination. But they may not require healthcare-related powers that could potentially limit federal interventions.

III. Options for an Increased Federal Role and their Relations to Sub-State Nations

With these approaches to sub-state nationalism and their potential limitations on federal involvement in healthcare in mind, let us now assess potential federal interventions. I address six here, briefly outlining each and then discussing their relative merits and challenges with a particular focus on issues related to sub-state nationalist claims⁷⁷. My options go beyond the boundaries of present political feasibility to take a comprehensive look at constitutionally available options for an increased federal role. This examination of logical space with even a slight air of reality is a feature of my account, not a bug. Comprehensiveness is necessary to vindicate my conclusion that no available option avoids difficult value trade-offs in real-world contexts. It also helps establish the potentially wide scope of future research projects on this oft-overlooked issue.

⁷⁷ I do not address options that would *decrease* the existing federal role even if they could standardize the system such as the creation of an arm's length agency to decide on how to operate equalization payments (André LECOURS & Daniel BÉLAND, "The Institutional Politics of Territorial Redistribution: Federalism and Equalization Policy in Australia and Canada", (2013) 46-1 *Canadian Journal of Political Science* 93). Analyzing their implications for the current topic requires its own work. I also do not assume the existence of a panacea that can remedy every issue within the Canadian system. I am aware of the assertion by Ezra ROSSER, "Self-Determination, the Trust Doctrine, and Congressional Appropriations: Promise and Pitfalls of Federal Disentanglement from Indian Health care", in G. OTIS & M. PAPILLON, *supra*, note 19, 189's that the choice of tool is irrelevant if Indigenous health services are still going to be under-funded.

A) Enforcing Existing Law

1. Outline

The federal government enforcing its own laws is, perhaps, an easier route to its improving Canadian healthcare justice. At least two configurations of this option merit consideration: enforcement of the *CHA* and resolving issues with existing federal healthcare programs. First, merely enforcing the *CHA* should improve Canadian healthcare outcomes. *CHA* transfers are contingent on provinces providing “hospital services [...] [that] are medically necessary” and “medically required services rendered by medical practitioners” (“physician services”) to “one hundred per cent of insured persons⁷⁸”. In general, private practitioners provide healthcare in every province and are reimbursed for the provision of insured services⁷⁹. Technically, provinces must ensure that practitioners do not subject patients to additional fees for insured services if they are to receive federal funding under the *CHA*⁸⁰. Provincial governments must prohibit extra-billing and additional user fees. The federal government is obliged to withhold payment transfers to provinces that fail to ensure free point-of-service provision of insured services and has withheld such payment due to extra-billing in some provinces⁸¹. The federal government can also withhold transfers to provinces that do not meet other transfer criteria⁸². They do not exercise this power⁸³. To do so would, of course, be politically difficult (to put it mildly). The statute leaves ample room not to take such controversial actions. The definitions of “public administration”, “comprehensiveness”, “universality”, “portability” and “accessibility” criteria open the door for provincial discretion, limiting the instances in which payment can be uncontroversially

⁷⁸ *Canada Health Act, supra*, note 2, ss. 2, 5 and 7-12.

⁷⁹ W. LAHEY, *supra*, note 1, at p. 28.

⁸⁰ *Canada Health Act, supra*, note 2, s. 18.

⁸¹ C. M. FLOOD & S. CHOUDHRY, *supra*, note 15, p. 17.

⁸² *Canada Health Act, supra*, note 2, ss. 15-17.

⁸³ On these powers, see W. LAHEY, *supra*, note 1, at p. 28 and 29; C. M. FLOOD & S. CHOUDHRY, *supra*, note 15, p. 17, exercise of these powers, is at best, infrequent.

withheld⁸⁴. For example, universality only requires that “the health care insurance plan of a province must entitle one hundred per cent of the insured persons of the province to the insured health services provided for by the plan on uniform terms and conditions⁸⁵”, leaving the content of those terms and conditions unspecified. Yet withholding funds for failure to meet plausible readings of the criteria remains possible under the *CHA*, providing a tool for an increased federal role in healthcare that could improve the system.

Concerns about provincial discretion in defining criteria notwithstanding, the federal government could enforce its withholding powers under the *CHA* in a manner that ensures greater continuity of coverage between the provinces with respect to essential healthcare goods that any acceptable definition of medical necessity/requirement should cover. Where provinces fail to secure de minimis access to goods necessary for a dignified existence in the hospital and physician services, the federal government has compelling arguments for withholding funds. The political costs of such action may be high, and the federal government must ensure that it only targets failures to conform with any plausible definition of the criteria. But legal discretion to withhold funds remains. While the judiciary is unlikely to require the federal government to enforce the *CHA*, the federal government could choose to enforce it to standardize care across Canada.

Second, the federal government could improve the Canadian healthcare system by improving its own healthcare-related programs. Under the most promising configuration of this option, the federal government would be required to ensure that Indigenous healthcare programs, like the Non-Insured Health Benefits Program (NIHBP), meet the substantive and procedural demands of healthcare justice. Canada’s constitution grants the federal government authority over and responsibility for “Indians, and Lands reserved for the Indians⁸⁶”. The federal government thus funds

⁸⁴ *Canada Health Act, supra*, note 2. For the criteria, see s. 7. For specifications, see ss. 8-12.

⁸⁵ *Id.*, s. 10.

⁸⁶ See *supra*, note 14.

healthcare services on First Nations reserves and provides on-reserve services in some remote regions⁸⁷. The First Nations and Inuit Health Branch of Health Canada further supplements *CHA*-implementation regimes through the NIHBP by providing healthcare services that provincial insurance programs (*e.g.* prescription drugs, dental benefits) do not insure to (at least) First Nations and Inuit persons⁸⁸. Indigenous groups claim rights to federal healthcare provision through the NIHBP and on-reserve healthcare service programs, pointing to federal obligations under treaty and fiduciary law⁸⁹. The federal government acknowledges that it has some duties to fund healthcare on-reserve, though it also claims that federal service provision through the NIHBP in particular is discretionary⁹⁰. Case law has not yet settled this matter. More broadly, “whether Canada has legal discretion to not address the health care needs of Indigenous peoples” is a live question⁹¹. But the NIHBP exists regardless of its technical legal pedigree. It fills some gaps in healthcare coverage, though access to goods to which persons are entitled is often undermined by myriad barriers and the review process with regard to decisions made under the program is complicated, undermining the program’s procedural fairness⁹².

The federal government could, in short, play an increased role in the Canadian healthcare system by taking a more “hands-on” approach to the NIHBP, removing barriers and subjecting its own decisions to review. Like *CHA* enforcement, this would technically be leveraging an existing role towards new healthcare justice-compliant ends but would require more federal action, thereby plausibly qualifying as “new”. Similar arguments could most likely be made with regard to other federal programs.

⁸⁷ For a helpful (if somewhat dated) list of programs, see THE JORDAN’S PRINCIPLE WORKING GROUP, *Without denial, delay, or disruption: Ensuring First Nations children’s access to equitable services through Jordan’s Principle*, Ottawa, Assembly of First Nations, 2015, p. 62.

⁸⁸ See M. DA SILVA, “Medicare and the Non-Insured Health Benefits and Interim Federal Health Programs: A Procedural Justice Analysis”, *supra*, note 4; C. MACINTOSH, *supra*, note 57, at p. 605.

⁸⁹ C. MACINTOSH, *id.*, at p. 608 (also cited in M. DA SILVA, *id.*).

⁹⁰ *Id.*

⁹¹ *Id.*, at p. 576.

⁹² M. DA SILVA, “Medicare and the Non-Insured Health Benefits and Interim Federal Health Programs: A Procedural Justice Analysis”, *supra*, note 4.

2. Benefits

This option should contribute to remedying some Canadian health justice deficiencies without raising significant questions about the legal bases for an increased federal role that could be raised with respect to several options discussed below. A robust version of the *CHA* enforcement strategy could require provision of some essential medicines, remedying issues with access to those goods in the physician and hospital services sectors. That robust approach is the most legally contentious version of this option. However, if strengthening the *CHA* alone cannot add essential medicines to the list of goods each province must cover, *CHA* enforcement should require universal access to the essential medicines each province covers on paper. Withholding funds where the five criteria are not met is not legally suspect, even if it is politically difficult. The provision of reasons for federal decisions to withhold funds could, additionally, increase the Canadian healthcare system's transparency by necessitating clear public policy grounds for all funding-related decisions. Proposed NIHBP-based recommendations would remedy access and transparency issues without raising questions about the federal government's ability to act. While opinions diverge as to whether the federal government must take relevant actions, few would argue that they lack authority to do so.

The federal government can thus remedy some deficiencies with the healthcare system without raising questions about its authority to act in both versions of this option. At least the Indigenous healthcare-related version of the second variant also helps Canada meet some of its constitutional obligations. A successful argument for this option would thus not only avoid the accusation that the option is constitutionally illegitimate but gain support for one reading of constitutional texts. All proposals, including an increased federal role in enforcing the NIHBP, must be consistent with the Aboriginal and treaty rights recognized in section 35 of the *Constitution Act, 1982*⁹³. They may require greater access to care in the NIHBP for at least some Indigenous Canadians and could require implementing

⁹³ *Rights of the Aboriginal Peoples of Canada*, Part II of the *Constitution Act, 1982* [Schedule B to the *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (UK)], s. 35(1).

new/expanded programs in consultation with Indigenous groups⁹⁴. Consultation is clearly required for acts that impact Aboriginal land rights under Canadian constitutional law⁹⁵. An expanded NIHBP could include more consultation.

3. Implications for Sub-State Nations

Unfortunately, the commitments to the status quo with respect to allocation of powers undergirding this option may limit the extent to which it can be consistent with an increased role for sub-state nations in healthcare allocation decisions and delivery in Canada. Existing powers could be used to improve healthcare for Indigenous Canadians, but face challenges from remedial and self-determination-based understandings of sub-state nationalism. A commitment to maintaining existing powers would keep any divisions that constitute continuing historical wrongs in place and forestall full self-governance. Re-allocating healthcare delivery powers would also prove exceedingly difficult. Even public coverage of Indigenous traditional medicines outside the NIHBP under the *CHA* may be practically impossible under current law. While better healthcare provision for Indigenous Canadians would help remedy one historical wrong, ossifying power could exacerbate others. They could also limit self-determination rights of all Canadian nations on stronger understandings of self-determination or of the context necessary for providing it.

Enforcing existing law need not commit to a status quo approach to existing powers. However, abandoning such a commitment would produce issues by suggesting one cannot select this option without raising difficult issues about how to enforce it. Sub-state nationalist challenges are then likely to arise. Simple enforcement of the existing *CHA* may be inconsistent

⁹⁴ After all, one treaty includes a right to a medicine chest: *Treaty No. 6 between Her Majesty the Queen and the Plain and Wood Cree Indians and other Tribes of Indians at Fort Carlton, Fort Pitt and Battle River with Adhesions*, 1876, online: <<https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1100100028710/1581292569426>>, quoted in C. MACINTOSH, *supra*, note 57, at p. 589.

⁹⁵ *Haida Nation v. British Columbia (Minister of Forests)*, 2004 SCC 73; *Rio Tinto Alcan Inc. v. Carrier Sekani Tribal Council*, 2010 SCC 43; *Mikisew Cree First Nation v. Canada (Governor General in Council)*, 2018 SCC 40; etc.

with even minimal consultation requirements posited by plausible articulations of sub-state nationalism's healthcare implications. The federal government not only does not need to consult with other entities to enforce the law, but arguably should not do so. The government has a duty to enforce the law and cannot do so only when other groups suggest doing so. Although a more robust version of the NIHBP still allows for consultation, this is partly because its rules are less clearly established in law. If and when the federal government recognizes it is duty-bound to offer the NIHBP, it may attempt to formalize the program's rules in a statute. But such a statute must allow for continuing consultation or be the product of consultation for the formalized program to respect even diluted versions of sub-state nationalist arguments.

4. Other Issues

Unilateral federal action (even within the confines of existing federal powers) is, in turn, likely to engender significant political controversy while consultation with the provinces may create the kinds of political stalemates that would undermine the benefits of this option. Persistent federal decisions not to withhold funds are understandable: past instances of unilateral federal action created significant political controversies and undermined support for the federal governments who took them. Even making decisions about the transfer formula is politically fraught⁹⁶. Unilateral change is particularly controversial. The *Charlottetown Accord* thus called for an agreement to bar unilateral change of intergovernmental agreements⁹⁷. While this constitutional amendment was not passed and unilateral amendment remains possible, political costs of unilateral action remain high. This is yet another reason to question whether the *CHA*-based variant of this option can be implemented without costs that undermine its long-term viability.

⁹⁶ A. LECOURS & D. BÉLAND, *supra*, note 77, 103 and 104.

⁹⁷ GOVERNMENT OF CANADA, PRIVY COUNCIL OFFICE, *Consensus Report on the Constitution: Final Text, Charlottetown, August 28, 1992*, Document 27, Charlottetown, 1992, s. 26 (hereinafter "Charlottetown Accord").

Legitimate consultation may further undermine this option's effectiveness. Once we give up on the possibility of unilateral action by enforcing existing laws, risks of political stalemate become acute. Calls for increased consultation as part of a new understanding of how the federal government and provinces can interact to resolve issues are decades old⁹⁸. While consultation between the federal government and Indigenous groups on how to improve the NIHP may not require the provincial input that explains some past delays, the risk of protracted discussions remains.

B) Amending Existing Law

1. Outline

The federal government could amend existing laws to help standardize and improve healthcare in Canada. It could, for instance, amend the *CHA* to more concretely specify what provinces must do to receive transfers. For example, more precise definitions of “medically necessary”, “medically required”, and the transfer criteria terms and more detailed explanations of the implications of the relevant terms could standardize healthcare by limiting provincial discretion and tying federal transfers to more concrete considerations⁹⁹. Additionally, amending the *Act* to increase mandatory withholdings of payment could mitigate the above concerns by making such withholding non-discretionary and so non-political, although the amendment itself would likely come at a high political cost.

More controversially, the federal government could, theoretically, amend the federal *Bill of Rights* to include substantive healthcare entitlements for all Canadians¹⁰⁰. The *Bill of Rights*, the classic federal legislation that was among the first Canadian human rights laws, remains

⁹⁸ E.g. PREMIERS' MEETING, *The Calgary Declaration*, Calgary, 1997 (hereinafter “Calgary Declaration”).

⁹⁹ But recall C. M. FLOOD & M. ZIMMERMAN, *supra*, note 4, who note that more precise definitions may be good policy but past attempts to improve standards by creating principles for identifying “necessity” largely faltered.

¹⁰⁰ *Canadian Bill of Rights*, S.C. 1960, c. 44.

formally valid, although it has been largely superseded¹⁰¹. It could be “revived” and amended to include social rights¹⁰². The federal government would then be bound to provide those goods to the extent consistent with their jurisdiction. This could require them to take steps to standardize healthcare across the country by guaranteeing funding for some healthcare goods. Even if the *Bill* itself could not give the federal government power to provide healthcare goods to most Canadians (as a federal act cannot give the federal government power), it could be a tool in arguments for standardization or *CHA* reform.

2. Benefits

This option could establish uniform statutory entitlements to healthcare goods that the federal government would be bound to use its constitutional powers to fulfill equally for all Canadians, standardizing at least a minimis level of entitlements for all Canadians and creating legal mechanisms. Canadians could use this mechanism to challenge the federal government when it fails to exercise its powers to standardize care at a sufficient threshold. More precise definitions in the *CHA* or (much more radically) entitlements under the *Bill of Rights* would also increase the Canadian healthcare system’s transparency by providing clear(er) standards for healthcare allocation decision-making and/or statements of the healthcare entitlements that persons should have, thereby specifying the considerations that at least inform the decision-making process. This could create better data for legal challenges to the healthcare system, bolstering another potential reform tool.

3. Implications for Sub-State Nations

However, this option too should likely only be exercised in consultation with sub-state nations that may not produce results that maintain the benefits of federal action without raising the problems

¹⁰¹ *Id.*

¹⁰² For a call for a Bill of Rights-like “social charter”, see Noël A. KINSELLA, “Can Canada Afford a Charter of Social and Economic Rights? Toward a Canadian Social Charter”, (2008) 71 *Saskatchewan Law Review* 7, 19 and 20.

identified above. This option also appears to assume that the existing power relations should remain in place, raising concerns about its ability to coexist with sub-state nationalism's self-governance or self-determination-based implications. Moreover, it is unlikely to remedy subpar healthcare delivery for Indigenous Canadians, whose problems often have different origins, who often must seek goods in other programs (like the NIHBP), and who may struggle to ground claims under the *Bill of Rights* in particular. This option thus appears even more problematic than the last one.

4. Other Issues

This option is also a victim of the political bind mentioned above: the federal government can either act alone under this option and face political backlash or consult the stakeholders and face a possible political stalemate. Attempts to resolve stalemates by passing federal laws that do not accord with provincial desires could undermine program effectiveness. Provinces have opted out of programs when the federal government made other decisions on its own¹⁰³. That risk is arguably even greater with this option.

The option also raises at least three unique issues. First, it raises constitutional concerns. The *CHA*-based variant relies heavily on use of the spending power, which remains constitutionally controversial¹⁰⁴ and

¹⁰³ E.g. Québec took its own path following the failure of the Social Union Framework Agreement discussed below: Alain NOËL, France ST-HILAIRE & Sarah FORTIN, "Learning from the SUFA Experience", in Sarah FORTIN, Alain NOËL & France ST-HILAIRE, *Forging the Canadian Social Union: SUFA and Beyond*, Montreal, Institute for Research on Public Policy, 2003, p. 1, at p. 19. It previously "went alone" on pensions; Gerard W. BOYCHUK & Keith G. BANTING, "The Canada Paradox: The Public-Private Divide in Health Insurance and Pensions", in Daniel BÉLAND & Brian GRAN (eds.), *Public and Private Social Policy: Health and Pension Policies in a New Era*, London, Palgrave Macmillan, 2008, p. 92.

¹⁰⁴ For strong arguments against the constitutionality of the spending power, see Andrée LAJOIE, "The Federal Spending Power and Fiscal Imbalance in Canada", in Sujit CHOUDHRY, Jean-François GAUDREAU-DESBIENS & Lorne SOSSIN (eds.), *Dilemmas of Solidarity: Rethinking Distribution in the Canadian*

particularly worrisome for secessionist sub-state nations¹⁰⁵. While the *CHA* is often-recognized as a valid use of the spending power¹⁰⁶, one may question the power's scope. The *Bill of Rights*-based variant also raises concerns that the *Bill* was superseded by the *Charter of Rights and Freedoms* and is thus no longer valid or that the *Bill* is quasi-constitutional and should not be unilaterally altered¹⁰⁷. Second, neither variant binds provincial governments, undermining this option's potential effectiveness. The *Bill of Rights* only binds the federal government and thus cannot require that provincial governments do anything, limiting its standardization prospects. The *CHA* imposes conditions on the provincial governments that want funding, but overly onerous conditions may lead provinces to withdraw from the system and create new programs, undermining proposed moves towards standardization and potentially leaving some provinces less able to provide essential goods than they do now. Finally, even amendments that are acceptable to the provinces may not produce the desired results. Past attempts to define "medically necessary" and "medical requirement" failed¹⁰⁸. Decisions were still opaque and failed to remedy the Canadian

Federation, Toronto, University of Toronto Press, 2006, p. 145; Andrew PETER, "The Myth of the Federal Spending Power Revisited", (2008) 34 *Queen's L.J.* 163; Alain NOËL, "How Do You Limit a Power That Does Not Exist?", (2008) 34 *Queen's L.J.* 391. The constitutional status of the power was a topic of debate surrounding the Meech Lake and Charlottetown Reports respectively: GOVERNMENT OF CANADA, 1987 *Constitutional Accord*, Ottawa, 1987 (hereinafter "Meech Lake Accord"); Charlottetown Accord, *supra*, note 97.

¹⁰⁵ Restricted use of the power was a key demand of the Parti Québécois from the late 1980s to at least the early 2000s: André LECOURS, "Ethnic and Civic Nationalism: Towards a New Dimension", (2000) 4-2 *Space and Polity* 153, 163.

¹⁰⁶ See the sources in *supra*, note 14 and *Carter v. Canada (Attorney General)*, *supra*, note 12.

¹⁰⁷ For discussion of the relationship between the *Canadian Bill of Rights*, *supra*, note 100 and the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, Part I of the *Constitution Act, 1982* [Schedule B to the *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (UK)], see P. W. HOGG, *supra*, note 17, p. 35-1 to 35-12. For discussion of quasi-constitutionality that touches on the *Bill of Rights*, see Vanessa MACDONNELL, "A Theory of Quasi-Constitutional Legislation", (2016) 53-2 *Osgoode Hall Law Journal* 508.

¹⁰⁸ See C. M. FLOOD & M. ZIMMERMAN, *supra*, note 4. I first flagged this point in *supra*, note 99.

healthcare system's substantive deficiencies¹⁰⁹. Legal health rights recognition can also lead to misplaced allocation decisions, undermining health justice¹¹⁰. So, even this option's best variants may not fulfill basic effectiveness criteria for an increased federal role.

C) Using Part III of the *Constitution Act, 1982*

1. Outline

Some constitutional legitimacy issues above could be remedied by invoking another, often-overlooked provision of the Constitution that could bolster arguments for an increased federal role in healthcare. Part III of the *Constitution Act, 1982* contains a single provision¹¹¹. Some scholars argue that it could create actionable rights to the provision of some social goods¹¹². It reads:

¹⁰⁹ *Id.*

¹¹⁰ Florian F. HOFFMANN & Fernando R.N.M. BENTES, "Accountability for Social and Economic Rights in Brazil", in Varun GAURI & Daniel M. BRINKS (eds.), *Courting Social Justice. Judicial Enforcement of Social and Economic Rights in the Developing World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 100; Alicia Ely YAMIN, Oscar PARRA-VERA & Camila GIANELLA, "Colombia. Judicial Protection of the Right to Health: An Elusive Promise?", in Alicia Ely YAMIN & Siri GLOPPEN (eds.), *Litigating Health Rights. Can Courts Bring More Justice to Health?*, Cambridge, Harvard University Press, 2011, p. 103; Alicia Ely YAMIN, "The Right to Health in Latin America: The Challenges of Constructing Fair Limits", (2019) 40-3 *University of Pennsylvania Journal of International Law* 695; etc.

¹¹¹ *Equalization and Regional Disparities*, Part III of the *Constitution Act, 1982* [Schedule B to the *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (UK)], s. 36.

¹¹² *E.g.* N. A. KINSELLA, *supra*, note 102; David R. BOYD, "No Taps, No Toilets: First Nations and the Constitutional Right to Water in Canada", (2011) 57-1 *McGill L.J.* 81, 118-122; Martha JACKMAN, "Law as a Tool for Addressing Social Determinants of Health", in Nola M. RIES, Tracey M. BAILEY & Timothy CAULFIELD (eds.), *Public Health Law and Policy in Canada*, 3rd ed., Markham, LexisNexis Canada, 2013, p. 91, at p. 107-109; Karen BUSBY, "Providing Essential Services of Reasonable Quality to All Canadians': Understanding Section 36(1)(c) of the *Constitution Act, 1982*", (2016) 20-2 *Review of Constitutional Studies* 191. Subsequent editions of Ries, Bailey and Caulfield are

36. (1) Without altering the legislative authority of Parliament or of the provincial legislatures, or the rights of any of them with respect to the exercise of their legislative authority, Parliament and the legislatures, together with the government of Canada and the provincial governments, are committed to

- (a) promoting equal opportunities for the well-being of Canadians;
- (b) furthering economic development to reduce disparity in opportunities; and
- (c) providing essential public services of reasonable quality to all Canadians.

(2) Parliament and the government of Canada are committed to the principle of making equalization payments to ensure that provincial governments have sufficient revenues to provide reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation¹¹³.

At least two arguments suggest that this provision requires that all levels of government ensure access to healthcare in Canada. They could more specifically provide the federal government with a (potentially enforceable) *duty* to take an increased role in healthcare. First, subsection 36(1)(c) may require the provision of “essential public services of reasonable quality”, which may entail a requirement to provide a better healthcare system¹¹⁴. Some of the (limited) scholarly debate regarding the provision’s content suggests that the federal government must ensure universal access to quality public services regardless of one’s province of residency¹¹⁵. There is evidence that the provision was meant to justify and require federal spending for these social goods¹¹⁶. Perhaps the judiciary

excellent, but do not detract from the value of the earlier edition. As Kinsella notes at p. 11, footnote 14, former Premier of Newfoundland Clyde Wells viewed the provision as the basis for a “Social Charter” in Canada.

¹¹³ *Equalization and Regional Disparities*, *supra*, note 111, s. 36.

¹¹⁴ This tack is similar to the one taken by the authors in *supra*, note 112.

¹¹⁵ Aymen NADER, “Providing Essential Services: Canada’s Constitutional Commitment Under Section 36”, (1996) 19-2 *Dalhousie L.J.* 306, 359, 360 and 365-366 discusses healthcare.

¹¹⁶ See generally *id.*

must require the federal government to remedy deficiencies in the Canadian healthcare system to meet its constitutional obligations. Further support for better healthcare services for at least Indigenous Canadians who face health disparities could then be grounded in subsections (a) and (b), which suggest that the quality must be up to the level necessary to provide equal opportunities for all. The commitments in section 36 supporting a mechanism for ensuring equality across the provinces, rather than quality within them, does not undermine the fact that this passage suggests that governments should ensure that quality services are provided under constitutional law¹¹⁷. Second, one could argue that subsections 36(1) and (2) should be read in tandem such that transfers must be conditional on the provision of quality care¹¹⁸. This could, in turn, require stronger federal transfer criteria or enforcement of existing withholding powers.

2. Benefits

Section 36 could justify increased federal roles in the healthcare sector and require that the judiciary compel the federal government act within its powers to standardize and improve healthcare decision-making and delivery. Its use could also support the previous options by helping eliminate some issues identified in the last two sections while opening the possibility of relying on the provision to take further action to standardize care. Subject to other constitutional and political constraints, section 36 could justify various federal actions, allowing policy/lawmakers to test options until section 36's demands are met and existing healthcare deficiencies are remedied.

3. Implications for Sub-State Nations

Yet the flexibility of section 36 makes it difficult to analyze its merits or implications—or even whether it can exist as a tool for federal acts independent of other options. Commentary on this provision is limited, so

¹¹⁷ This line of argument is at least implicit in several passages in the studies in *supra*, note 112.

¹¹⁸ This is a plausible reading of the brief argument in M. JACKMAN, *supra*, note 14, 108 and 109.

its contours remain opaque¹¹⁹. It risks becoming a legal black box or, even at best, a mere adjunct to other options that inherits their weaknesses along with their strengths.

An independent section 36 also faces sub-state nationalist challenges. For instance, questions remain about whether binding sub-state nations who were not party to the constitutional text constitutes a wrong. Yet reading section 36 as *requiring* federal action may undermine the federal government's ability to act in accordance with the demands of sub-state nationalism while reading it as merely *justifying* such action raises still other issues identified above. If the federal government is required to act to standardize care, these requirements must be fulfilled even if they conflict with the desires of other entities with whom the federal government would like to consult, making consultation an exercise in futility. One cannot read a consultation requirement into section 36 to avoid this possibility: discussion at post 1982-constitutional conventions took for granted that section 36 did not require that the federal government consult with any province before introducing transfer-related legislation¹²⁰. Building in consultation requirements for non-provincial nations is thus likely a non-starter. The *Charlottetown Accord* suggested consultation before any transfer payment legislation¹²¹ and would have demanded Indigenous consultation in certain areas¹²², so a provision similar to section 36 could be consistent with consultation. Yet *requiring* consultation under the provision likely necessitates a constitutional amendment while making consultation optional raises the possibility that the federal government must take steps to

¹¹⁹ See K. BUSBY, *supra*, note 112, 192, footnote 1, for the sparse literature and rare case law on this provision. The list contained therein is non-exhaustive (notably absent is *e.g.* N. A. KINSELLA, *supra*, note 102) but the basic point it represents is correct. As Busby rightly notes, A. NADER, *supra*, note 115 remains the most extensive discussion of the provision. It is one of the few discussions outside of textbooks that does not discuss the provision for functional ends, though much of the text focuses on how the provision instantiates a commitment to the federal spending power.

¹²⁰ Charlottetown Accord, *supra*, note 97, s. 5.

¹²¹ *Id.*

¹²² *Id.*

fulfill section 36 without consultation where optional consultation would hinder fulfilling its obligations.

The federal government also cannot cede authority to other groups on this understanding if there is any possibility that the exercise of that authority would fail to conform with section 36 requirements, further undermining possible sub-state nationalist projects. Self-governance and self-determination by sub-state nations will thus need to remain subject to any existing federal authority. Otherwise, the federal government will risk failing to meet its constitutional obligations.

4. Other Issues

Section 36's aforementioned opacity raises broader issues. First, existing commentary and appellate case law bring into doubt whether that section creates actionable government obligations¹²³. Arguments for justiciability often rest on controversial uses of comparative and international law¹²⁴. Plain language-and constitutional drafting history-based defenses of the use of section 36 provide stronger claims for justiciability¹²⁵, which could ground some federal actions in social services sectors, including healthcare. Declaratory relief may have some positive impact on the realization of social goods if coercive relief is unavailable¹²⁶. Yet the exact scope of entitlements remains unclear. Further, "reasonable quality" is open to several interpretations. Even those who believe that the provision could create some substantive healthcare protections worry that it

¹²³ P. W. HOGG, *supra*, note 17, p. 6-8 to 6-11. As P. W. HOGG and K. BUSBY, *supra*, note 112, 199 and 200 note, the Nova Scotia Court of Appeal in *Cape Breton (Regional Municipality) v. Nova Scotia (Attorney General)*, 2009 NSCA 44 stated that non-governmental entities cannot make section 36 claims even if section 36 is justiciable. But Busby argues (K. BUSBY, *id.*, 200-202) that no principle of law would so-limit claimants.

¹²⁴ D. R. BOYD, *supra*, note 112, 121; K. BUSBY, *id.*, 197, 198, 202-206. Busby, like A. NADER, *supra*, note 115, 360-363, also controversially appeals to international law to expound the provision; K. BUSBY, *id.*, 206-209.

¹²⁵ A. NADER, *id.*, 311-312, 349-355; D. R. BOYD, *id.*, 120-122; K. BUSBY, *id.*, 203 and 204.

¹²⁶ A. NADER, *id.*, 366.

would only protect programs that existed as of 1982¹²⁷. Finally, discussion of equal opportunities alone may not ground procedural guarantees. Section 36, then, could require problematic federal action or justify inertia.

D) Entering a Social Union

1. Outline

The federal government could also standardize healthcare in Canada as part of a new social union with the provinces, territories, and, perhaps, other nations. In 1999, the federal government and every province and territory except Québec famously concluded the *Social Union Framework Agreement* (SUFA)¹²⁸. The agreement explicitly committed all government parties to promoting “equality of opportunity for all Canadians” in manners consistent with their constitutional powers¹²⁹. It included several commitments whose fulfillment might have remedied Canadian healthcare justice issues. All commitments were supposed to be fulfilled in manner constituent with Aboriginal rights, including treaty rights¹³⁰, potentially avoiding that limit on nations.

The original SUFA bound parties to “[e]nsure access for all Canadians, wherever they live or move in Canada, to essential social programs and services of reasonably comparable quality[,] [...] [r]espect the principles of medicare [sic] [...] [namely the *CHA*’s] comprehensiveness, universality, portability, public administration and accessibility” and to provide opportunities for citizen input into policy design¹³¹. Fulfilling these commitments would have also realized aspects of the international right to health¹³². Fulfilling SUFA’s transparency and measurement of program effectiveness commitments would have realized

¹²⁷ N. A. KINSELLA, *supra*, note 102, 11-13.

¹²⁸ “A Framework to Improve the Social Union for Canadians”, in S. FORTIN, A. NOËL & F. ST-HILAIRE, *supra*, note 103, p. 235.

¹²⁹ *Id.*, at p. 235.

¹³⁰ *Id.*, at p. 236.

¹³¹ *Id.*, at p. 235.

¹³² M. DA SILVA, *supra*, note 33 highlights relevant provisions.

procedural and systemic parts of the right¹³³. Its ban on residency requirements “unless they can be demonstrated to be reasonable and consistent with the principles of” the agreement could have ensured that no one faces barriers to care based on when they arrived in the province¹³⁴. Implementation of SUFA commitments to joint planning of social policies and consultation on same would have led to a federal role in development of provincial policies¹³⁵. While SUFA also barred unilateral action by the federal government, another provision barred the creation of new federal social programs without the agreement of a majority of provinces¹³⁶, and yet another provided that conditional transfers must respect provincial priorities¹³⁷, these constraints on federal authority largely reflected the political reality at the time and came with increased federal involvement in healthcare that most provinces agreed to respect in SUFA.

SUFA-like agreements remain possible and could secure federal powers again. SUFA was once understood as expanding on provisions in section 36¹³⁸. Some commentators believed it provided the best chance of fulfilling the aims of positive rights proponents in the absence of constitutional amendment¹³⁹. A similar agreement could again occur in the future in the absence of constitutional amendment. Politics aside, there is nothing to prevent the federal government from entering a new union.

2. Benefits

Social union agreements are understood to be constitutionally valid products of negotiations between federal and provincial governments, avoiding concerns about formal inconsistency with constitutional law or failure to meet sub-negotiation consultation requirements. New agreements could be drafted in ways that guarantee remedies of existing deficiencies in

¹³³ “A Framework to Improve the Social Union for Canadians”, *supra*, note 128, at p. 236-238.

¹³⁴ *Id.*, at p. 236.

¹³⁵ *Id.*, at p. 238.

¹³⁶ *Id.*, at p. 239.

¹³⁷ *Id.*, at p. 237 and 238.

¹³⁸ N. A. KINSELLA, *supra*, note 102, 13.

¹³⁹ *E.g. id.*, 19.

Canadian healthcare justice. Agreements to publicly fund all essential medicines or make all reasons for healthcare allocation decisions public are just two possibilities. Agreements can also be drafted in ways that maintain the rights of sub-state nations. Sub-state nations could even be parties to a social union agreement and bargain for their interests. Past agreement demonstrated that federal and provincial governments, at least, can agree about the importance of remedying at least some substantive and procedural deficiencies with Canadian social policy in general. They also demonstrated a concern with ensuring any remedies respected the rights of at least some sub-state nations: all commitments were supposed to be fulfilled in manner constituent with Aboriginal rights, including treaty rights¹⁴⁰. It is conceptually possible that a broader negotiation period could maintain this balance between interests. Instituting the negotiation process would be the first step in this increased federal role, but good faith within the negotiations and action in conformity with the product would constitute increased federal roles that are likely to be less politically suspect and could be effective. Having sub-state nations at the negotiation table could, in turn, ensure that effectiveness is achieved with sub-state national concerns in mind.

3. Implications for Sub-State Nations

There are, however, questions about whether any social union that can be reached in Canada will respect sub-state nations and whether even negotiations for a social union that included nations could adequately incorporate sub-state national views. The historical SUFA did not deliver sufficient standardization or sufficient sub-state policy-making powers. It did not achieve a practically valuable balance between standardization of social policy across Canada and the existence of unique sub-state national powers in social policy. SUFA neither included most sub-state nations as parties nor gained support from Québec, the only candidate sub-state nation involved in the negotiation process¹⁴¹. This alone provides reason to question whether the historical document incorporated and protected the interests of sub-state nations. The provision that would have allowed

¹⁴⁰ “A Framework to Improve the Social Union for Canadians”, *supra*, note 128, at p. 236.

¹⁴¹ A. NOËL, F. ST-HILAIRE & S. FORTIN, *supra*, note 103, at p. 8.

Québec and Canada to reach unique special agreements for social policy raised still further concerns. SUFA held that “[f]or any new Canada-wide social initiatives, arrangements made with one province/territory will be made available to all provinces/territories in a manner consistent with their diverse circumstances¹⁴²”. While the text of the agreement allowed some deviations from agreed upon standards and actually stated that each provincial and territorial government would “determine the detailed program design and mix best suited to its own needs and circumstances to meet the agreed objectives¹⁴³”, this concession arguably undermined the path towards standardization that the historical SUFA was supposed to offer.

A new SUFA is unlikely to fare better than the historical one. Federal and provincial governments could theoretically reach a new agreement that avoids concerns in the last paragraph. A new agreement could include sub-state nations. Yet historical failures to reach agreements with Québec provide reason to question whether an agreement meet that province’s demands for self-determination, let alone one that does so while ensuring proper Canada-wide standards, is possible.

There is, more broadly, ample reason to question whether negotiation processes for a new SUFA-like arrangement can properly incorporate sub-state national views and interests. Problems with nation-to-nation negotiations in Canada are well-documented. Some of them are discussed above. The ways in which negotiations often assume the existence of state-wide values or take place in the context of significant power imbalances are just two exemplary issues with negotiation-based approaches to resolving state and sub-state national disagreements¹⁴⁴. They

¹⁴² “A Framework to Improve the Social Union for Canadians”, *supra*, note 128, at p. 238.

¹⁴³ *Id.*, at p. 239.

¹⁴⁴ Michael COYLE, “Establishing Indigenous Governance: The Challenge of Confronting Mainstream Cultural Norms”, in G. OTIS & M. PAPILLON, *supra*, note 19, 141. Another article in the same volume, from a lead negotiator on the Nisga’a Treaty, confirms the issues raised by Coyle: Jim ALDRIDGE, “The Nisga’a

also help explain why negotiations between states and sub-state nations on central legal and policy matters often fail. Moving outside healthcare settings, recall also issues with negotiations developing the original SUFA text that did not even address important Indigenous rights claims¹⁴⁵. Concerns about different Canadian governments' lack of respect for sub-state nationality and power imbalances also partially explain the failures of the *Meech Lake Accord*, the *Charlottetown Accord*, and plans for subsequent negotiations; they also explain why governmental reports once called for negotiations with Indigenous nations to resolve outstanding issues¹⁴⁶, but no longer do so¹⁴⁷. Negotiations are a problematic tool for nation-to-nation interaction. Self-determination rights are often implicitly denied at the outset. Rights thereto are often omitted from outputs. So, new agreements may inadequately incorporate or protect sub-state nationalist viewpoints or interests.

4. Other Issues

If all relevant parties were able to reach a new SUFA-like arrangement, parties still may not fulfill its terms. Those who remember SUFA most likely remember that it did not increase transparency or intergovernmental cooperation—or even create the kind of public support that would pressure government to increase them (since most Canadians were unaware of it)¹⁴⁸. By 2003, just 4 years after the agreement was reached, it could be described as “an agreement that ended up having relatively little significance¹⁴⁹”. Its impact on healthcare was negligible at

Treaty: Reflections after the First Ten Years”, in G. OTIS & M. PAPILLON, *id.*, 159.

¹⁴⁵ See *supra*, note 112 for relevant texts.

¹⁴⁶ E.g. ROYAL COMMISSION ON ABORIGINAL PEOPLES, *Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples*, vol. 1, Ottawa, Canada Communication Group, 1996, p. 675-697.

¹⁴⁷ E.g. TRUTH AND RECONCILIATION COMMISSION OF CANADA, *supra*, note 56.

¹⁴⁸ A. NOËL, F. ST-HILAIRE & S. FORTIN, *supra*, note 103, at p. 3 and 4.

¹⁴⁹ *Id.*, at p. 4.

best¹⁵⁰. Social union agreements are also easy to replace: a new government opts out and they end. Any new social union may not even be endorsed by every party, as Québec showed last time. The federal government seeking social union agreements in a piecemeal fashion will not resolve the problem of new governments easily opting out. It then raises a further concern: “side deals”, like the 2004 post-SUFA “Health Accord”, are highly politically contentious, even when constitutional¹⁵¹, and so likely to exacerbate tensions. Buy-in from some provinces can increase tensions with others, undermining any attempts at desirable standardization. Moreover, while SUFA was widely viewed as constitutionally legitimate, even effective SUFA-like agreement could prove inconsistent with (at least Canadian) federalism: to wit, any cooperation agreement that does not maintain distinct spheres of federal and provincial action will raise questions about whether the parties agreed to deviate from the constitutional text in a legally contestable fashion¹⁵².

E) A National Healthcare Strategy

1. Outline

The federal government could also adopt a national healthcare strategy to help improve health outcomes in Canada. This strategy could take many forms but would likely be institutionalized as a non-legislative document or through a mix of federal legislation binding the federal government and federal draft legislation that could be adopted by others. The federal government can easily adopt a policy that does not bind the provinces to do anything but calls on them to do so. It can likely also adopt draft healthcare legislation that becomes valid when adopted by provinces

¹⁵⁰ Antonia MAIONI, *Roles and Responsibilities in Health Care Policy*, Discussion Paper 34, Ottawa, Commission on the Future of Health Care in Canada, 2002, p. 7-9.

¹⁵¹ E.g. Sujit CHOUDHRY, Jean-François GAUDREAU-DESBIENS & Lorne SOSSIN, “Introduction: Exploring the Dilemmas of Solidarity”, in S. CHOUDHRY, J.-F. GAUDREAU-DESBIENS & L. SOSSIN, *supra*, note 104, p. 3, at p. 10.

¹⁵² As J. BEDNAR, *supra*, note 45 rightly notes, an agreement to deviate is still a deviation.

under section 94 of the *Constitution Act, 1867*¹⁵³. Non-specialists often gloss over that provision. Section 94 allows the federal government to make laws for (common law) property and civil rights, but the laws are only valid if and when provinces opt in¹⁵⁴. This is usually understood as meaning that provinces that do not opt into the system are compensated for what they would have received under the provision¹⁵⁵. While section 94 is rarely discussed, a plausible interpretation suggests that it could combine with section 36 to justify a federal healthcare power¹⁵⁶. At minimum, it seems to allow for federal draft legislation to which provinces could opt in.

A national healthcare strategy would offer a potential path for the federal government to promote standardization of healthcare policy in Canada, regardless of whether it is instantiated through a non-binding

¹⁵³ *Constitution Act, 1867, supra*, note 14, s. 94.

¹⁵⁴ Marc-Antoine Adam says it should apply to all provinces: Marc-Antoine ADAM, “Fiscal Federalism and the Future of Canada: Can Section 94 of the Constitution Act, 1867 be an Alternative to the Spending Power?”, in John R. ALLAN, Thomas J. COURCHENE & Christian LEUPRECHT (eds.), *Canada: The State of the Federation 2006/07. Transitions: Fiscal and Political Federalism in an Era of Change*, Kingston, McGill-Queen’s University Press, 2008, p. 295; Marc-Antoine ADAM, “Federalism and the Spending Power: Section 94 to the Rescue”, (2007) 28-3 *Policy Options* 30. It is written more narrowly:

Notwithstanding anything in this Act, the Parliament of Canada may make Provision for the Uniformity of all or any of the Laws relative to Property and Civil Rights in Ontario, Nova Scotia, and New Brunswick, and of the Procedure of all or any of the Courts in those Three Provinces, and from and after the passing of any Act in that Behalf the Power of the Parliament of Canada to make Laws in relation to any Matter comprised in any such Act shall, notwithstanding anything in this Act, be unrestricted; but any Act of the Parliament of Canada making Provision for such Uniformity shall not have effect in any Province unless and until it is adopted and enacted as Law by the Legislature thereof.

¹⁵⁵ See both of the contributions in *id.* Note, however, that Meech Lake Accord, *supra*, note 104, s. 106A and Charlottetown Accord, *supra*, note 97, s. 25 would have required compensation for those who do not participate in “shared cost programs.” One could read these as implying that no compensation is needed absent adoption thereof.

¹⁵⁶ See *supra*, note 154.

federal policy document or draft legislation passed under section 94. Such a strategy could clearly specify goods that should be covered under public health insurance programs or the procedural and structural guarantees Canadian programs should ensure.

2. Benefits

This option is likely constitutional. It maintains exclusive spheres of jurisdiction for federal and provincial governments. The proposal may also be required for Canada to fulfill its international right to health commitments¹⁵⁷, suggesting that it may have extraterritorial benefits. Buy-in for strategy-promoted programs would remedy deficiencies in Canadian healthcare justice. Even the specified goals under weaker variants of the option could remedy deficiencies by placing pressure on some provinces to conform to the strategy, though the pressures (and thus remedies) are admittedly unlikely to be uniform. This option thus offers a federalism-compliant possibility of more standardized healthcare policy and improved healthcare decision-making and delivery.

3. Implications for Sub-State Nations

A national health strategy could be developed in consultation with sub-state nations and allow differentiation for particular locations and populations consistent with at least aspects of remedial and self-determination-based accounts of sub-state nationalism and their implications for social policy. Both the opt-out system and non-binding strategy are consistent with (and could even help foster) Québécois self-determination with the opt-out system even compensating Québec for any goods provided to other entities, thereby providing funds that could help realize Québec's province-specific aims. Moreover, in both cases, the existence of the national strategy could (again) create at least political pressure for (some) provinces to conform to the strategy, offsetting some risks of non-standard or subpar provincial decision-making and delivery discussed above.

¹⁵⁷M. DA SILVA, *supra*, note 33.

A national healthcare strategy could also include mechanisms for (in the section 94 case) or political pressure for moves towards (in the non-binding guidance case) remedying some injustices against Indigenous Canadians, if not Acadians or the Québécois. A strategy could, for instance, include increased Indigenous access to healthcare goods, public funding for Indigenous medicines and health knowledge protection, and increased Indigenous health outcomes as key foci.

This option might further Québécois self-determination to some degree, though neither variant brings about aspects of Indigenous or Acadian self-determination. National healthcare strategies are in tension with Indigenous self-governance. Such strategies seemingly presuppose state governance as a prior good and do not provide easy mechanisms for self-governance within them. The section 94-based variant of this option also does not provide Indigenous Canadians or Acadians with options as to whether to opt into the national program, let alone compensation for not opting in that could further self-determination. Such a variant could foster sub-state nationalism where sub-state nations co-extend with provinces. But, as noted above, the best cases for sub-state national powers in the healthcare context apply to Indigenous Canadians. An option that gives them less power than other sub-state nations is, accordingly, at best far from ideal.

There may be a further concern about whether this option can be consistent with any sub-state national role in healthcare that should follow from the specific context for self-determination case for sub-state nationalism. The most plausible account of why that case entails that sub-state nations should have some social policy powers states that control over social policy is necessary for there to be a sub-state nation. I suspect that the best case for applying this in the healthcare setting is that healthcare policy is fundamentally value-laden and one needs to be able to make healthcare decisions in conformity with national values to exercise one's right to self-determine through a nation. This combination of claims led Québec and Scotland to claim that their differential (in both cases, then-

more left-leaning) politics grounded entitlements to social policy powers¹⁵⁸. The claim was that full control over healthcare policy is necessary to foster these solidaristic national values. While that case is contentious—nations need not share political orientations and full control over policy is likely unnecessary to foster solidarity in any case—the concern that national healthcare policies forestall the creation of unique national values remains. Any national healthcare policy must allow value-based deviations to avoid the concern.

4. Other Issues

There is reason to question whether this option will bring about its desired ends, but at least the second version shows promise in the right political circumstances. The first version, use of section 94, is clearly constitutional but relies on substantial provincial opt-in (or political pressure to conform to healthcare justice when provinces opt-out) to ensure that existing deficiencies in Canadian health justice are remedied. There is little reason to think that provinces will opt in now or that circumstances will arise that create the kind of political pressure that would lead opt-out provinces to remedy deficiencies. Andrew Petter thus criticises reliance on section 94 in order to increase the federal role in social policy generally¹⁵⁹. He then notes that a section 94-based approach to policies could lead to power asymmetries with the federal government having more power in certain provinces (viz., where section 94 applies)¹⁶⁰. This may violate the spirit, if not the letter, of federalism. The second version, a non-binding national healthcare strategy, is even more reliant on political pressure to bring about certain ends. Whether the federal strategy can create the right kind of pressure is far from clear. Concerns like those applying to SUFA linger. Yet the option's non-binding nature at least avoids Petter's further concern about power asymmetries. Given the right circumstances where political pressure can be assumed, a non-binding national healthcare

¹⁵⁸ D. BÉLAND & A. LECOURS, "Sub-State Nationalism and the Welfare State: Québec and Canadian Federalism", *supra*, note 25, 80. See also M. DA SILVA, *supra*, note 20.

¹⁵⁹ A. PETTER, *supra*, note 104, 170-172.

¹⁶⁰ *Id.*

strategy may be advisable given its benefits and the relatively minimal number of potential drawbacks.

F) Constitutional Amendment

1. Outline

Finally, constitutional amendments could provide the federal government with increased roles in healthcare or paths towards standardization with a strong federal role. One amendment could create explicit healthcare powers for the federal government¹⁶¹. Another could entrench the spending power and specify ways that it can be used for standardizing healthcare in Canada¹⁶². A flexible amending power could effectively transfer healthcare powers to the federal government¹⁶³. Constitutional rights to healthcare goods for “everyone” or Indigenous Canadians alone could also be recognized¹⁶⁴. Such rights could apply to both levels of government, standardizing care for all. Provision of a “reasonable standard of living” as a constitutional “economic union” policy objective or creation of a Social and Economic Union could provide a federal role in standardizing healthcare by explicitly constitutionalizing the viability of a social union¹⁶⁵. The *Charlottetown Accord* included a non-justiciable provision that would have led to the creation of a “Social and Economic Union¹⁶⁶”. One objective would have quasi-constitutionalized the *CHA* (though, oddly perhaps, in a non-justiciable manner): its social union policy objectives included “providing throughout Canada a health care system that is comprehensive, universal, portable, publicly admi-

¹⁶¹ For the relevant provisions allowing and specifying conditions for amendment of the constitution, see *Procedure for Amending Constitution of Canada*, Part V of the *Constitution Act, 1982* [Schedule B to the *Canada Act 1982, 1982, c. 11* (UK)].

¹⁶² *Id.*

¹⁶³ A. PETTER, *supra*, note 104, 172 and 173.

¹⁶⁴ The rules would again be those in *Procedure for Amending Constitution of Canada, supra*, note 161.

¹⁶⁵ Charlottetown Accord, *supra*, note 97.

¹⁶⁶ *Id.*, ss. 4 and 5.

nistered and accessible¹⁶⁷”. Other nations recognize non-justiciable healthcare guarantees short of rights to healthcare¹⁶⁸. Canada could too. While the federal government cannot make constitutional amendments on its own, valid constitutional amendments could give it powers to standardize care or require that it take steps necessary to standardize care (to the extent its pre-existing constitutional powers allow). I cannot address all possible amendments here. Common benefits and weaknesses permit a joint analysis.

2. Benefits

Given the level of buy-in necessary to pass a constitutional amendment in Canada, adopted constitutional amendments will come with a level of legitimacy that will make it difficult to pass healthcare policy inconsistent with constitutionally-entrenched health-related aims. Constitutional commitments to certain health justice goals could also serve an important expressive role. Acknowledging a constitutional health justice value of some kind would reflect many Canadians’ self-understanding and make health justice an interpretive tool for all constitutional analysis¹⁶⁹.

3. Implications for Sub-State Nations

Unfortunately, some potential health outcome/justice-promoting amendments fit uneasily with national self-determination, let alone self-governance, and constitutional negotiations raise the same issues as SUFA-like agreements. Further, Acadians may not be invited to future constitutional conventions and constitutional amendment procedures that do not include all sub-state nations likely fail to respect sub-state

¹⁶⁷ *Id.*, s. 4.

¹⁶⁸ For a comprehensive list, see Evan ROSEVEAR, Ran HIRSCHL & Courtney JUNG, “Justiciable and Aspirational Economic and Social Rights in National Constitutions”, in Katharine G. YOUNG (ed.), *The Future of Economic and Social Rights*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, p. 37.

¹⁶⁹ M. DA SILVA, *The Pluralist Right to Health Care: A Framework and Case Study*, *supra*, note 4 further analyzes the pros and cons of a constitutional values approach.

nationalism. Where any amendments likely require the equality of the provinces, there is also reason to wonder whether they can allow proper sub-state nationalism. Past constitutional negotiations stressed the equality of the provinces¹⁷⁰. The *Calgary Declaration* limits the possibility of the Québécois nation having powers that do not belong to other provinces: “If any future constitutional amendment confers powers on one province, these powers must be available to all provinces¹⁷¹”. Scholars question whether sub-state nationalism can be consistent with provincial equality¹⁷². If one avoids that concern¹⁷³, Québec still may not be able to possess powers qua nation under a possible amendment where that would violate provincial equality. Amendments that give the *federal* government additional powers remain possible. But the possibility of creating such powers in ways that allow the flexibility necessary for the powers to co-exist with sub-state nationalism and the possibility of Québec buying into an amendment process, legitimizing the output from a sub-state national perspective, would then be minimized.

4. Other Issues

Constitutional amendment is more broadly unlikely and healthcare reform is not the most pressing topic for any amendment process that may occur. An entrenched constitutional federal spending power is likely advisable, but unlikely to get support. Provinces are unlikely to agree to provide more power to the federal government over healthcare or recognize healthcare-related rights that threaten to upset government purses. Gaining necessary support from Québec will be especially difficult. Such support is, moreover, likely to require concessions that may undermine use of the spending power to standardize care in the first place. One expects that Québec would require the ability to set the terms of funding to sign on to any amendment. At minimum, history suggests it will likely require “side

¹⁷⁰ See two different notes in *Calgary Declaration*, *supra*, note 98, s. 2 and *Meech Lake Accord*, *supra*, note 104.

¹⁷¹ *Calgary Declaration*, *id.*, s. 6.

¹⁷² See generally the works of Michel Seymour, including those cited above.

¹⁷³ *Id.*

deals” on funding. Those deals face the issues outlined in the previous subsection: even if they could be resolved as a matter of Canadian constitutional law, political or economic power asymmetries between sub-state units often destabilize federations¹⁷⁴.

Any other possible amendments are likely inadvisable. For instance, recognizing rights to health or healthcare can create many issues. Comparative data suggests that justiciable health rights are often tools for middle-class resource grabs and create, rather than remedy, healthcare injustice¹⁷⁵. It also suggests that non-justiciable rights, like the aforementioned social union policy, can be used to fashion justiciable rights out of existing constitutional rights, creating the potential for similar kinds of injustice¹⁷⁶. There is reason to question whether judges in any country are well-suited to make the determinations necessary to remedy healthcare justices. Yet health rights will surely rely on such judicial competence if they are going to be effective tools.

IV. Observations: The Need for Trade-offs and Relative Value of a National Healthcare Strategy

The preceding analysis of options for an increased federal role in healthcare in Canada and their fit with plausible accounts of sub-state nationalism suggests several considerations. I will now address the most notable considerations from the most general to the narrowest, thereby first articulating observations with implications for multi-national democracies in general and ending with a concrete policy recommendation for the Canadian case study at the centre of my analysis.

¹⁷⁴ Patricia POPELIER & Bea CANTILLON, “Bipolar Federalism and the Social Welfare State: A Case for Shared Competences”, (2013) 43-4 *Publius* 626.

¹⁷⁵ See *e.g. supra*, note 110. I draw on these in more detailed discussions in M. DA SILVA, *The Pluralist Right to Health Care: A Framework and Case Study, supra*, note 4.

¹⁷⁶ *Id.* See also Shylashri SHANKAR & Pratap BHANU MEHTA, “Courts and Socioeconomic Rights in India”, in V. GAURI & D. M. BRINKS, *supra*, note 110, p. 146; Ottar MOESTAD, Lise RAKNER & Octavio L. MOTTA FERRAZ, “Assessing the Impact of Health Rights Litigation: A Comparative Analysis of Argentina, Brazil, Colombia, Costa Rica, India, and South Africa”, in A. E. YAMIN & S. GLOPPEN, *supra*, note 110, p. 273. India may have slightly better results.

First, the preceding suggests that no option for an increased federal role in Canadian healthcare policy fits easily with more demanding accounts of sub-state nationalism. While some options may remedy some past injustices and permit some involvement by sub-state nations in healthcare decision-making and delivery, including consultation, no option easily fits with sub-state national self-governance and/or full sub-state national control over healthcare policy. This at least suggests (without proving) that an increased federal role in healthcare policy may be functionally, if not formally, inconsistent with versions of the self-determination and the specific context for self-determination cases for sub-state nationalism. At the very least, there is a tension between an increased federal role and some variants of those accounts of sub-state nationalism.

This could lead us to question whether the federal government is best placed to remedy the issues, adopt a less demanding account of sub-state nationalism's implications, or accept the potential tension and choose which good (standardization or sub-state powers) we value more. The potential tension alone does not speak to which response is preferable. Rather, it highlights an issue that may lead us to re-evaluate our normative concepts or policy preferences. We need to determine whether our best accounts of healthcare justice and sub-state nationalism can be reconciled. We may use evidence of coherence to support our accounts. Yet we cannot assume that our best accounts will cohere. We may need to decide which one we value more.

That outcome establishes burdens for those who seek to promote more federal action. If one prefers standardization, one likely faces the further task of establishing that the federal government is substantially more likely to achieve it than other actors. An explicit commitment to a policy preference should commit one to the actions necessary to achieve it. Prioritizing federal pursuit of healthcare justice over sub-state national control is best justified where it can be shown that it will better fulfill the prior aim of standardization and improvement of care. At best, this creates a further burden of justification for federal programs many would not expect ex-ante. The preceding analysis thereby sheds light on the relationship between the relevant phenomena. Similar normative considerations apply

in other multinational states and those states will have similar policy-making options, which makes it likely that the tensions will appear elsewhere. This requires, at the very least, scrutiny of whether and how they apply elsewhere and how other countries can resolve them. It is likely that other countries will also need to trade off different normative commitments.

Second, the preceding suggests that the standardization and improvement rationales for increased federal roles only justify increased federal roles in healthcare in particular political circumstances and any negotiation requirements of sub-state nationalism may undermine those aims. This observation too likely has a broader application beyond the Canadian case, though Canada raises unique issues. Several options are beneficial partly due to the flexibility that they afford the federal government to act to remedy deficiencies with the Canadian healthcare system. But this flexibility is often politically contentious, could present constitutional law issues in the Indigenous case, and raises concerns about proper respect for sub-state nations under some understandings of sub-state nationalism. At the very least, requiring the federal government to consult with sub-state nations is necessary to resolve these issues. But some forms of consultation are likely to undermine flexibility and undermine the federal options' effectiveness and thus rationale. This tension is likely to arise in other states since consultation is desirable in federal arrangements even where it is not constitutionally required. But existing Canadian laws make the issue particularly acute in Canada.

The underlying concern is greater still in negotiation contexts. This suggests that only a weaker consultation requirement in which the federal government can continue to act flexibly in the face of negative appraisals of their proposed actions in the consultation process can be consistent with successful adoption of several options for an increased federal role. But such a requirement is far less than many real sub-state nations desire. Canadian constitutional consultation requirements for Indigenous Canadians in Aboriginal rights cases are critiqued for failing to reflect the true status of sub-state nations and moral implications of that status¹⁷⁷. Here too the preceding analysis presents a challenge that requires further

¹⁷⁷*E.g. supra*, note 19.

evaluation of one's preferences and concepts. One can adopt a weaker consultation requirement or an account of sub-state nationalism that does not entail consultation or negotiation to address this issue. Or one can again choose whether one values standardization or sub-state nationalism(s) more. Some choice always remains necessary.

Third and relatedly, the preceding analyses suggest that many potential options for an increased federal role are unable to improve healthcare justice in Canada in particular in a manner that is consistent with both Canadian constitutional law *and* plausible accounts of sub-state nationalism. The tension between federal control and sub-state national control and the tension between effective federal policy and sub-state national involvement in policy creation are not the only tensions identified above. There is, it seems, another tension between the sufficiency criteria for an increased federal role that is consistent with sub-state nationalism. The analyses above suggest that no option is likely to perfectly fulfill the more demanding versions of all the criteria.

Among the options above, the social union agreement and non-binding national healthcare strategies appear to face the fewest challenges from sub-state nationalism and constitutional law. Yet there is scant evidence that a new social union agreement can be reached in Canada or that any such output will improve Canadian healthcare justice. A national healthcare strategy can be more easily implemented, but a poorly designed strategy is also unlikely to improve health justice.

One may worry that fulfilling all these criteria is accordingly impossible in the real world, but that likely over-states things. My analysis instead demonstrates that the circumstances in which a constitutionally sound increased federal role can avoid all legitimate accusations from sub-state nationalists and still affect necessary change are limited. This is, perhaps, to be expected: policy-making is hard. My analysis confirms this common-sense banality. Fortunately, it also provides a better understanding of the limits of an increased federal role and suggests one should look out for political circumstances in which the federal government can implement one of the above options in a way that will actually improve the Canadian

healthcare system. It also suggests that one may need to make choices about one's policy preferences. Historically, English Canadians tend to prefer standardization; French Canadians do not¹⁷⁸. It is clear now why the relevant choice may be necessary in our non-ideal circumstances, why and how we can and should seek to minimize its necessity, and the value of healthcare policies that do not create so much tension between the relevant norms.

Indeed, fourth, the preceding analysis provides Canada in particular with reasons to adopt a national healthcare strategy. Adopting such a strategy is likely prudent in any case¹⁷⁹. As noted above, it is needed for Canada to meet its international obligations¹⁸⁰. It is also likely to be an effective tool for guiding policy-making towards discrete, publicly available ends. The above provides further reason to adopt it now even if it will not fix all issues with the Canadian healthcare system.

My evaluation of the options suggests that a national healthcare strategy best balances the (now seemingly competing) demands of an acceptable increased federal role in healthcare policy and sub-state nationalism. That option is far from a panacea, but it is likely to create necessary political pressure even in current circumstances, particularly where international law already requires such a strategy and soft pressure from the international community can bolster the national strategy's soft pressure to improve care¹⁸¹. Where a strategy is developed in consultation with provinces and sub-state nations, it should be viewed at least partly as a product of those entities and so create further pressure on those entities to act under their respective authorities to achieve its aims and so better realize healthcare justice in Canada. Adoption of a national healthcare strategy may be a far less ambitious endeavour than other proposals for an increased federal role in healthcare. But where there is already reason to recognize it and it is the option for an increased federal role in Canada that best balances

¹⁷⁸ E.g. Will KYMLICKA, *Finding Our Way. Rethinking Ethnocultural Relations in Canada*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 161 and 162.

¹⁷⁹ I highlight independent benefits in M. DA SILVA, *The Pluralist Right to Health Care: A Framework and Case Study*, *supra*, note 4.

¹⁸⁰ *Supra*, note 157 and surrounding.

¹⁸¹ *Id.*

competing demands, adopting it appears wise. Those who wish to adopt other options must take substantive stands on various issues to resolve the tensions outlined above. Adopting this option can be done now without such potentially controversial commitments.

The preceding thus identifies several tensions that law and policy-makers will face if they try to adopt federal options for improving healthcare justice and seek to respect sub-state national interests in healthcare policy but is not normatively inert. Theoretically, it provides reason to question our understanding of our normative concepts or policy preferences. Practically, it provides reasons to adopt a national healthcare strategy committed to remedying deficiencies in the Canadian healthcare system in consultation with the provinces and sub-state nations. This policy fix should be adopted now in the absence of the resolution of other issues. Yet the fact that this best practical option remains imperfect reinforces the need to make value trade-offs when resolving tensions in the non-ideal institutional context of healthcare policy. The preceding further demonstrated the need to make these trade-offs and provided a method of doing so.

Conclusion

Tensions between effective federal action in healthcare policy and plausible accounts of sub-state nationalism are clearly at play in Canada. They are likely to operate in any multinational democracy. Many can be resolved by choosing to prioritize federal pursuit of healthcare justice over sub-state national control, by adopting different understandings of sub-state nationalism or its implications, or other tacks. But one must make a choice in any case. Preferences must ultimately be ordered. The federal government of Canada in particular can likely remedy several persistent issues with the Canadian healthcare system, but many of its options for doing so are likely to be less effective if they need to conform to some of the demands of plausible accounts of sub-state nationalism and its implications for healthcare. Canada, like any other state, must do the hard work of deciding which values to trade off when making decisions about which healthcare laws and policies it is going to allow and adopt in the state. Stakeholders must pay close attention to the trade-offs as shocks to

traditional governance, including the COVID-19 context from which I abstracted above, force reassessments of basic health-related authority allocation questions¹⁸².

If one rejects a basic commitment to the status quo – and I acknowledge that one might infer from this study that the status quo is the best all non-ideal options available – further analysis of provincial options for resolving deficiencies in Canadian healthcare justice remains necessary. We should seek an explanation of how the various options will better remedy issues while respecting sub-state nationalism before concluding definitively that we should leave primary healthcare policy concerns to the provinces. Indeed, some interpretations of section 36 and the constitution’s Indigenous rights provisions suggest that the federal government cannot stand idle while the above issues remain, regardless of how the provinces are attempting or plan to remedy them¹⁸³. Those broadly committed to the status quo and provincial primacy should be interested in meeting Canada’s international obligations and in consulting clear standards to help guide their own policies. Exploring options for establishing those goods should interest those across the political spectrum. Those generally committed to the status quo too may thus consider promoting a national healthcare strategy as the least disruptive means of furthering those ends. Those committed to even greater sub-state national control will, in turn, need to wrestle with the various challenges outlined above and may find that national frameworks still permit a useful degree of flexibility.

While I favour a national healthcare strategy, then, I have not expressed a strong preference here regarding the best option for achieving increased federal action. The primary finding from this study is the need to identify the necessity to make trade-offs in the non-ideal circumstances of real-world healthcare policy (and, indeed, social policy more generally). Adopting an “anything goes” approach in the face of persistent tension and

¹⁸² On a return to “first principles”, see Mireille PAQUET & Robert SCHERTZER, “COVID-19 as a Complex Intergovernmental Problem”, (2020) 53-2 *Canadian Journal of Political Science* 343.

¹⁸³ There may also be moral reasons that make the federal government responsible for acting to improve healthcare in federal states even where provincial actors make some efforts: D. MACKAY & M. DANIS, *supra*, note 31.

complication is highly problematic in areas so central to stakeholders' basic well-being. One must decide which values to trade off in the real world where even perfectly aligned ideal value scaling is impossible in reasonably adopted institutional contexts. If nothing else, I hope that I have demonstrated how one can do so in Canada and similar multinational states.